

17 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
24. April 2024

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	6
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	8
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	9
PARLEMENT FRANCOPHONE BRUXELLOIS	9
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	10
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	10
FÖDERALREGIERUNG	19
BELGISCHE NATIONALBANK	23
VLAAMSE REGERING	24
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	26
INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE	28
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	29
BELGISCHE EU RATSPRÄSIDENTSCHAFT	29
EUROPÄISCHE PARLAMENT	30
EUROPÄISCHER AUSSCHUSS DER REGIONEN (ADR)	30
BELGISCHES STAATSBLETT.....	32
QUELLENVERZEICHNIS	46

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Dokument Nr. 369 (2023-2024) Nr. 1 18.04.2024

Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. April 2024 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und dem Föderalstaat über die regierungsübergreifende Ausführung der Verordnung (EU) 2018/1724 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Oktober 2018 über die Einrichtung eines einheitlichen digitalen Zugangstors zu Informationen, Verfahren, Hilfs- und Problemlösungsdiensten und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012

Dokument Nr. 362 (2023-2024) Nr. 1 05.04.2024

Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 28. März 2024 zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region über die elektronische Verwaltung

Dokument Nr. 361 (2023-2024) Nr. 1 28.03.2024

Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 19. April 2024 zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 29.04.2024

Ausschuss I für allgemeine Politik, lokale Behörden, Raumordnung, Wohnungswesen, Energie, nachhaltige Entwicklung, Finanzen und Zusammenarbeit

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 30.04.2024

Ausschuss II für Kultur, Beschäftigung, Wirtschaftsförderung und ländliche Entwicklung

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 02.05.2024

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung, Kinderbetreuung und Erwachsenenbildung

[Tagesordnung](#)



ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES
Semaine du 22 au 26 avril 2024

Jeudi, 25/04/2024

Questions orales

Projets et propositions de loi

1. - Projet de révision de l'article 7bis de la Constitution, en vue d'ajouter un alinéa réglant le bien-être des animaux, n°s [3719](#)/1 à 3.
- Proposition de révision de l'article 7bis de la Constitution en vue de le compléter pour consacrer, comme objectif de politique générale de la Belgique fédérale, des communautés et des régions, le bien-être des animaux en tant qu'êtres sensibles, n°s [3333](#)/1 et 2.
2. Proposition de loi modifiant les règles de récupération applicables en cas de cessation, avant l'expiration de la durée minimale, du crédit-temps, de la diminution de carrière ou de la réduction des prestations de travail à mi-temps dans le secteur privé, et des régimes d'interruption de la carrière professionnelle ou de réduction des prestations de travail dans le secteur public, n°s [2937](#)/1 à 9.
3. - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses, n°s [3865](#)/1 à 9.
- Projet de loi portant modification de la loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1er et 2, de la Constitution, n°s [3866](#)/1 à 5.
4. Projet de loi réglant l'évaluation médicale de l'aptitude au travail des agents de certains services publics par l'Administration de l'expertise médicale, n°s [3924](#)/1 à 3.
5. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 en ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'accord national dento-mutualiste 2024-2025, n°s [3942](#)/1 à 3.
6. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge, en vue de reconnaître, aux fins d'une naturalisation, les mérites exceptionnels des époux ou cohabitants légaux des agents diplomatiques ou consulaires belges dans le rayonnement du pays, n°s [3572](#)/1 à 4.
7. Projet de loi portant des dispositions diverses relatives au statut du personnel judiciaire, n°s [3896](#)/1 à 3.
8. Proposition de loi modifiant la loi du 25 décembre 2016 relative au traitement des données des passagers, n°s [3871](#)/1 à 3.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et modifiant la loi du 6 décembre 2005 relative à la répartition d'une partie des recettes fédérales en matière de sécurité routière, en vue de rendre les modalités de fusion ou de défusion des zones de police également applicables aux zones de police monocommunes et d'actualiser les règles transitoires, n°s [3921/1](#) à 3.

10. Proposition de résolution en vue d'une gestion plus ciblée de la violence et du harcèlement sur le rail et dans les infrastructures ferroviaires, n°s [2809/1](#) à 3.

Conseil central de surveillance pénitentiaire - Nomination des membres du Bureau, n° [3948/1](#).

Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains - Remplacement d'un tiers des membres du Conseil d'administration, n° [3980/1](#).

Conseil disciplinaire de la CREG - Nomination du Président, n° [3986/1](#).

Scrutin secret sur les demandes de naturalisation, n°s [3946/1](#) et 2.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution visant à adopter une approche prudente en ce qui concerne la transition médicale des enfants présentant une dysphorie de genre et à charger le Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE) de procéder à une évaluation indépendante des transitions médicales réalisées chez les mineurs dans les cliniques de genre en Belgique, n° [3978/1](#).

2. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne l'introduction d'une présomption de fausse indépendance pour les architectes, n° [3987/1](#).

3. Proposition de loi relative aux restes humains appartenant aux collections des établissements scientifiques fédéraux, n° [3988/1](#).

Votes nominatifs

1. sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, n° [2929/20](#).

2. sur l'ensemble du projet de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et abrogeant la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, n° [3217/19](#).

3. sur l'ensemble du projet de loi modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, n° [3721/10](#).

4. sur les projets (*) et propositions terminés.

* Le projet de révision de la Constitution doit être adopté à la majorité spéciale (article 195 de la Constitution).

Dokument Nr. [3985](#) 19.04.2024

Projet de loi portant assentiment de l'accord de coopération entre la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'État fédéral sur l'exécution intergouvernementale du règlement (UE) 2018/1724 du Parlement Européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012.

Dokument Nr. [3983](#) 18.04.2024

Projet de loi portant l'introduction d'une prime tarif social.



Senat

Dokument Nr. [7-540](#) 07.03.2024

Projet de loi modifiant l'article 30 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973

Dokument Nr. [7-539](#) 18.04.2024

Proposition de déclaration de révision de la Constitution

Dokument Nr. [7-535](#) 15.04.2024

Proposition de déclaration de révision de diverses dispositions de la Constitution relatives au Sénat

ÉLECTIONS FÉDÉRALES ET RÉGIONALES DU 9 JUIN 2024 - RENOUELEMENT DU SÉNAT FORMATIONS POLITIQUES DÉCLARATIONS DE CORRESPONDANCE

Les déclarations de correspondance pour la constitution de formations politiques en vue de la répartition des sièges des sénateurs des entités fédérées (article 210quinquies du Code électoral) et des sénateurs cooptés (article 217 du Code électo-

ral) peuvent être remises contre récépissé au greffier du Sénat, rue de Louvain n° 7, 1000 Bruxelles, **les jeudi 16 et mardi 21 mai 2024, de 9 à 17 heures, et le mercredi 22 mai 2024, de 9 à 16 heures.** ... [lire plus](#)



Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 24/04/2024

1 – PRISES EN CONSIDERATION

2 – RAPPORT

1. Rapport de la Commission des affaires générales et des relations internationales sur les recommandations de la Commission délibérative « Comment impliquer les Wallonnes et les Wallons dans la prise de décision, de manière délibérative et permanente, en s'inspirant notamment du dialogue citoyen permanent existant en Communauté germanophone qui procède par tirage au sort ? » (Doc. [1605](#) (2023-2024) N° 1, 1bis et 2)

3 – PROJETS DE DECRET

1. Projet de décret relatif au Centre régional de soins psychiatriques « Le Chêne aux Haies » (Doc. [1658](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

2. Projet de décret modifiant l'article 499 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé concernant le statut des administrateurs du Centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers » (Doc. [1659](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

3. Projet de décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, et créant un Conseil wallon de lutte contre le racisme (Doc. [1660](#) (2023-2024) N° 1 à 3)

Projet de décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, et créant un Conseil wallon de lutte contre le racisme pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Doc. [1661](#) (2023-2024) N° 1 à 3)

4. Projet de décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (Doc. [1662](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

5. Projet de décret modifiant divers décrets relatifs à l'environnement (Doc. [1663](#) (2023-2024) N° 1, 1bis et 2)

6. Projet de décret modifiant diverses dispositions du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants ré-

gionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ainsi que du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises en matière de primes à l'investissement (Doc. [1657](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

7. Projet de décret modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie (Doc. [1664](#) (2023-2024) N° 1 à 3)

8. Projet de décret modifiant le Code wallon de l'Agriculture en vue d'organiser une gestion centralisée des biens immobiliers agricoles publics ainsi qu'un droit de préférence sur lesdits biens au bénéfice de la Région wallonne (Doc. [1667](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

Proposition de décret modifiant les articles D.353, D.358 et D.361 du Code wallon de l'Agriculture ainsi que l'article 13 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto afin de renforcer l'agriculture familiale, déposée par Messieurs Desquesnes, Dispa, Madame Goffinet, Messieurs Antoine, Collin et Bastin (Doc. [1630](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

9. Projet de décret relatif au secteur des assuétudes (Doc. [1668](#) (2023-2024) N° 1 à 3)

10. Projet de décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes (Doc. [1669](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi assurant la transposition des mesures transversales minimales visées à l'article 52/3 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Doc. [1671](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

11. Projet de décret modifiant le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et visant à insérer la grille indicative des loyers du logement étudiant (Doc. [1670](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

12. Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 28 mars 2024 entre la Communauté germanophone et la Région wallonne portant sur l'administration électronique (Doc. [1693](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

13. Projet de décret relatif à la levée du secret professionnel en cas de signalement d'informations sur une irrégularité suspectée au sein de Wallonie-Bruxelles International (Doc. [1694](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

14. Projet de décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficulté sociale (Doc. [1695](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

15. Projet de décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, en vue de transposer partiellement les directives (UE) 2023/959 et 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 (Doc. [1696](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

4 – PROPOSITIONS DE DECRET

1. Proposition de décret visant à contrôler l'activité des représentants d'intérêt voulant influencer l'action du Parlement wallon, déposée par Monsieur Desquesnes, Madame Goffinet, Messieurs Bastin, Crucke, Collin et Dispa (Doc. [1218](#) (2022-2023) N° 1 à 5)

2. Proposition de décret modifiant l'article D.257 du Code wallon de l'Agriculture, déposée par Madame Cassart-Mailleux, Messieurs Fontaine, Florent, Madame Laruelle, Monsieur Bangisa et Madame Kelleter (Doc. [1665](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

3. Proposition de décret remplaçant l'article D.42-1 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, déposée par Mesdames Kelleter, Pécriaux, Cassart-Mailleux, Messieurs Florent, Lepine et Janssen (Doc. [1666](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

4. Proposition de décret modifiant les décrets du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité et du 17 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage, déposée par Messieurs Bierin, Léonard, Douette, Demeuse, Lomba et Janssen (Doc. [1672](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

5. Proposition de décret relatif à l'organisation de la première ligne d'accompagnement et de soins, déposée par Mesdames Roberty, Sobry, Messieurs Heyvaert, Legasse, Madame Laffut et Monsieur Disabato (Doc. [1673](#) (2023-2024) N° 1 et 2)

6. Proposition de décret modifiant le décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, déposée par Monsieur Lomba, Mesdames de Coster-Bauchau, Delporte, Monsieur Devin, Madame Galant et Monsieur Demeuse (Doc. [1674](#) (2023-2024) N° 1, 1bis à 5)

5 – DESIGNATIONS D'EXPERTS

1. Désignation d'experts en application de l'article 6, §3, du règlement fixant la procédure d'examen des réclamations contre l'élection du Parlement wallon

2. Désignation d'experts en application de l'article L4112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

6 – REGLEMENT

1. Statut des agents du Parlement wallon

2. Cadre des agents du Parlement wallon

3. Statut des agents du Service du Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne

7 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Monsieur Antoine à Madame Teller, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur la réaction du Gouvernement wallon face au nouveau permis d'exploitation de Brussels Airport par Monsieur Antoine (Doc. [1706](#) (2023-2024) N° 1) et par Messieurs Clersy, Maroy et Madame Pécriaux (Doc. [1707](#) (2023-2024) N° 1)

2. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Monsieur Desquesnes à Monsieur Borsus, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, sur le bilan socioéconomique mitigé des "data centers" en Wallonie par Monsieur Desquesnes (Doc. [1708](#) (2023-2024) N° 1) et par Messieurs Maroy, Florent et Fontaine (Doc. [1709](#) (2023-2024) N° 1)

Dokument Nr. [1704](#) 11.04.2024

Projet de décret relatif à l'organisation des centres qualifiants pour le métier d'aide familiale (Doc. 1704 (2023-2024) N° 1)



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [2145](#) (2023-2024) nr.1 22.04.2024

Voorstel tot wijziging van het Reglement van het Vlaams Parlement wat de adviesvragen aan de

Raad van State en het recht op inzage in vertrouwelijke documenten betreft

**Dokument Nr. [2144](#) (2023-2024) nr.1
22.04.2024**

Motie tot instelling van een belangenconflict over het federale wetsontwerp houdende bepalingen inzake de taalvereisten met betrekking tot de korpschefs, hoofdgriffiers en hoofdsecretarissen te Brussel en de aanwijzing van de procureur des Konings te Brussel, de arbeidsauditeur te Brussel, de adjunct-procureurs des Konings te Brussel en de adjunct-arbeidsauditeurs te Brussel

**Dokument Nr. [2140](#) (2023-2024) nr.1
19.04.2024**

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over het aanpassen van de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening, wat het faciliteren van woningdelen betreft

**Dokument Nr. [2137](#) (2023-2024) nr.1
18.04.2024**

Verslag van het verzoekschrift over het inroepen van de oranjestoplichtprocedure tegen de herinvoering van het Europees Stabiliteitspact

**Dokument Nr. [2136](#) (2023-2024) nr.1
18.04.2024**

Ontwerp van decreet over de organisatie van een geïntegreerd jeugd- en gezinsbeleid

**Dokument Nr. [2133](#) (2023-2024) nr.1
17.04.2024**

Voorstel van decreet over de onderlinge afstemming van de Vlaamse Codex Wonen van 2021, het Instrumentendecreet van 26 mei 2023 en het decreet van 26 mei 2023 tot wijziging van de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening van 15 mei 2009, wat de woonreservegebieden betreft

Dit was het Kiesfestival in het Vlaams Parlement ...

19 april 2024

Vrijdag 19 april zakten 1500 jongeren af naar het Vlaams Parlement voor het Kiesfestival. Jongeren die dit jaar een eerste keer gaan stemmen, werden er getraakteerd op boeiende workshops, speeddates met politici, leuke quizen, veel muziek en ... nog zo veel meer! Een terugblik ... [verder lezen](#)

Een terugblik op de plenaire vergadering van 17 april

18 april 2024

Op woensdag 17 april kwam het Vlaams Parlement bij elkaar in de plenaire vergadering. Wat stond er op de agenda? Eerst legden de Vlaamse volksvertegenwoordigers hun actuele vragen voor aan de Vlaamse Regering. Daarna werd er gestemd over de ontwerpen van decreet, de voorstellen van decreet en de voorstellen van resolutie. Een greep uit wat er op de agenda stond ...

1. [Actuele vragen](#)

2. Ontwerpen van decreet: [vrijwillige gemeentefusies](#)

De Vlaamse Regering ondersteunt schaalvergroting op vrijwillige basis van gemeenten, door onder andere een overname van de schulden. Een aantal Vlaamse gemeenten kiezen nu voor een vrijwillige samenvoeging.

3. Ontwerp van decreet: [wijziging decreet Jeugddelinquentierecht](#)

Sinds 2019 heeft Vlaanderen een eigen decreet Jeugddelinquentierecht. Dat decreet wijzigt nu op enkele vlakken. Zo worden bijvoorbeeld de mogelijkheden rond de elektronische monitoring of de elektronische enkelband uitgebreid. Verder kan de jeugdrechter opleggen dat de jeugddelinquent en zijn gezin in een multidisciplinair traject stappen ter begeleiding. Dat wordt nu makkelijker door een betere gegevensdeling tussen de verschillende partijen binnen het traject.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

4. Ontwerp van decreet: [wijziging decreten Kinderopvang en Buitenschoolse Opvang](#)

In 2022 kwam er een onderzoekscommissie voor de veiligheid in de kinderopvang. Aanleiding hiervoor was het overlijden van een baby in een kinderdagverblijf en de terugkerende verontrustende signalen over het beperkt aantal kinderopvanginitiatieven. Deze onderzoekscommissie beëindigde haar werkzaamheden met een aantal aanbevelingen. Om hieraan tegemoet te komen, wijzigden er enkele decreten rond kinderopvang. Een van die wijzigingen is, dat er nu een financieringskader kan komen om de kinderopvang verder uit te bouwen, rekening houdend met een redelijke kind-begeleiderratio.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

5. Ontwerp van decreet: [buurtdiensten en -banen](#)

Met dit ontwerp van decreet komt er voor de dienstenchequegebruiker onder andere meer transparantie over de kostprijs van de dienstverlening. Verder is het belangrijk dat de dienstenchequegebruiker weet dat de dienstenchequeservice een veilige werkomgeving moet creëren voor zijn werknemers en dat het de loon- en arbeidsvoorwaarden moet respecteren.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

6. Ontwerp van decreet: [Verzameldecreet Onderwijs XXXIV](#)

Jaarlijks bundelt de Vlaamse Regering een aantal aanpassingen aan de regelgeving over Onderwijs in een ontwerp van verzameldecreet met Romeinse

nummering. Onderwijsdecreet XXXIV wijzigt enkele bestaande niveau- en themadecreten over onderwijs en bevat enkele voorstellen tot aanvulling en verbetering van een aantal bestaande decreten en een reeks maatregelen tot vereenvoudiging.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

7. Ontwerp van decreet: [activering leefloongerechtigden via verplichte inschrijving bij VDAB](#)

Dit ontwerp van decreet zorgt ervoor dat elke beroepsactieve leefloongerechtigde zich verplicht moet inschrijven bij de VDAB. Zo wil de Vlaamse Regering meer leefloongerechtigden aan het werk krijgen. Deze maatregel moet de werkzaamheidsgraad in Vlaanderen opkrikken tot de vooropgestelde 80%.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

8. Voorstel van decreet: [operationalisering Vlaamse Nutsregulator](#)

Momenteel is er geen overkoepelende regulator voor de netgebonden infrastructuur, zoals elektriciteit, aardgas, warmte, riolering en drinkwater. Verschillende instanties zijn daar verantwoordelijk voor, zoals de VREG of de WaterRegulator. Leden van de meerderheidsfracties dienden een voorstel van decreet in om een overkoepelende Vlaamse Nutsregulator in het leven te roepen. Die is bevoegd voor alle netgebonden infrastructuur.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

9. Voorstel van resolutie: [versterking defensiegerelateerde industrie in Vlaanderen](#)

Door de geopolitieke evoluties van de afgelopen jaren, met de toenemende concurrentie tussen de Verenigde Staten en China en vooral de Russische invasie van Oekraïne, is het belangrijk om Europa op militair vlak weerbaarder te maken. Vlaanderen heeft geen klassieke wapenindustrie, maar telt wel talrijke hoogtechnologische bedrijven die defensiegerelateerde producten vervaardigen. Leden van de meerderheidsfracties dienden een voorstel van resolutie in waarin ze de Vlaamse Regering vragen de Vlaamse defensiegerelateerde industrie te versterken.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

10. Voorstel van decreet: [uitvoering taken project-MER-screening – spoedbehandeling](#)

De meerderheidsfracties dienden via spoedprocedure een voorstel van decreet in om het Omgevingsvergunningsdecreet te wijzigen, en dat op het vlak van de uitvoering van de taken voor de project-MER-screening. Een project-milieueffectrapport (project-MER) wordt opgemaakt vooraleer er een vergunning voor mogelijk schadelijke activitei-

ten wordt verleend. Het voorstel moet een oplossing bieden voor het zogenaamde Wasserij-arrest van oktober 2022.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

11. Voorstel van decreet: [ammoniakemissie-reducerende maatregelen – spoedbehandeling](#)

De plenaire vergadering besprak via spoedprocedure een voorstel van decreet van de meerderheidsfracties over ammoniakemissie-reducerende maatregelen en technieken in de veeteelt, en dat in het kader van de stikstofproblematiek.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

12. Voorstel van decreet: [afstemmingsdecreet – spoedbehandeling](#)

De onderlinge afstemming van de Vlaamse Codex Wonen, het Instrumentendecreet en het decreet Woonreservegebieden (het zogenaamde Afstemmingsdecreet) werd via spoedprocedure besproken tijdens de plenaire vergadering. De meerderheidsfracties dienden er een voorstel van decreet voor in.

Hoofdelijke stemming: aangenomen



**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles**

Dokument Nr. [714](#) (2023-2024) 17.04.2024

Proposition de décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement et à la lutte contre la pénurie d'enseignants

Dokument Nr. [712](#) (2023-2024) 17.04.2024

Proposition de décret relative au financement des bâtiments scolaires

Dokument Nr. [711](#) (2023-2024) 17.04.2024

Proposition de modification du règlement

Dokument Nr. [710](#) (2023-2024) 16.04.2024

Proposition de décret portant sur les exclusions définitives et instituant des chambres inter-réseaux compétentes pour connaître des recours à l'égard des décisions d'exclusion définitive

Dokument Nr. [709](#) (2023-2024) 16.04.2024

Proposition de décret relative à la réduction du décrochage scolaire et à la lutte contre l'absentéisme des élèves



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-878/1-23/24](#)

15.04.2024

Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération et à l'accord de coopération d'exécution du 4 avril 2024 entre la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'État fédéral sur la mise en oeuvre intergouvernementale du Règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes, et modifiant le Règlement (UE) n° 1024/2012.



Parlement francophone bruxellois

Dokument Nr. [160](#) (2022 - 2023) - N° 1

16.04.2024

Proposition de décret et ordonnance conjoints modifiant le décret et ordonnance conjoints des 26 avril et 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois

Dokument Nr. [157](#) (2022 - 2023) - N° 1

03.04.2024

Proposition de modifications du Statut du personnel des services permanents de l'Assemblée de la Commission communautaire française

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

219. Sitzung vom 11. April 2024

TOP 3: Erteilung der Vollmacht zur Unterzeichnung des Abkommens zwischen dem Fürstentum Andorra und dem Königreich Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern von Einkommen und vom Kapital und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt der Außenministerin oder ihrem Vertreter die Vollmacht zur Unterzeichnung in ihrem Namen des Abkommens zwischen dem Fürstentum Andorra und dem Königreich Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern von Einkommen und vom Kapital und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung.

Der Ministerpräsident wird damit beauftragt, dies der Außenministerin über den zuständigen Dienst des FÖD Auswärtige Angelegenheiten mitzuteilen.

2. Erläuterungen:

Gemeinschaften und Regionen können gemäß Artikel 170 §2 der Verfassung Steuern erheben.

Somit handelt es sich bei dem Abkommen zwischen dem Fürstentum Andorra und dem Königreich Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern von Einkommen und vom Kapital und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung, jeweils um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 14. November 2023 festgestellt hat.

Da es sich um einen gemischten Vertrag handelt, werden die Gemeinschaften und die Regionen in der Präambel und in der Unterzeichnungsformel ausdrücklich erwähnt.

Damit das Abkommen unterzeichnet werden kann, ist die Erteilung von Vollmachten erforderlich.

TOP 4: Vergabe eines Dienstleistungsauftrags „Begleitung und Bewertung des Europäischen Sozialfonds Plus, Förderperiode 2021 -2027, in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt die Vergabe des Dienstleistungsauftrags zur „Begleitung und Bewertung des Europäischen Sozialfonds Plus, Förderperiode 2021 -2027, in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens“ an den Bieter „MA & T Sell & Partner GmbH“.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt. Für die konkrete Organisation der externen Bewertung wird das Mandat an die ESF-Verwaltungsbehörde übergeben.

2. Erläuterungen:

a) Hintergrundinformationen

Am 16. Dezember 2022 genehmigte die EU-Kommission mit der Entscheidung C(2022)9711 das Programm der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens zum Europäischen Sozialfonds Plus (ESF+) für die Programmperiode 2021–2027. Dieses Programm (CCI-Nr. 2021BE05SFPR001) im Rahmen des Ziels „Investitionen in Wachstum und Beschäftigung“ umfasst drei inhaltliche Schwerpunkte: Zugang zu Beschäftigung, Aktive Inklusion sowie Lebenslanges Lernen.

Das Programm hat ein Finanzvolumen von knapp 20 Millionen Euro, wovon die Europäische Union und die Deutschsprachige Gemeinschaft jeweils 50% beitragen.

b) Zielsetzung der Externen Bewertung

Artikel 44 der Verordnung (EU) 2021/10601 sieht vor, dass die Mitgliedstaaten eine Evaluierung ihrer Programme veranlassen. Die Mitgliedstaaten stellen hierzu die notwendigen Ressourcen zur Verfügung. Die Bewertungen sind von internen oder externen Experten vorzunehmen, die von den für die Programmdurchführung zuständigen Behörden funktional unabhängig sind. Die Ergebnisse der Bewertung sind öffentlich zugänglich zu machen. Die Bewertung dient dazu, die Qualität der Gestaltung und Umsetzung von Programmen zu verbessern sowie deren Wirksamkeit, Effizienz und Auswirkungen zu beurteilen.

Der durch den Begleitausschuss des ESF+ Programms in seiner Sitzung vom 23. Oktober 2023 genehmigte Evaluierungsplan sieht eine begleitende Bewertung vor, die über die gesamte Programmierungsperiode die Umsetzung der Maßnahmen, ihre Effizienz und ihre Wirksamkeit überprüft und regelmäßig Rückmeldung gibt. Die Bewertung wird durch eine externe Bewertungsinstanz durchgeführt.

Die Regierung hatte in ihrer Sitzung vom 14. Dezember 2023 der Ausschreibung eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags zur Begleitung und Bewertung des ESF+ und dem entsprechenden Lastenheft, welches die Lieferobjekte und die Inhalte der externen Evaluierung, definiert, zugestimmt (EXIX/14.12.2023/OP/1045).

c) Vergabeverfahren

Die Auftragsvergabe erfolgt im Rahmen eines offenen Verfahrens gemäß Artikel 36 des Gesetzes vom 17. Juni 2016.

Bis zum 29. Februar 2024 – Frist zur Einreichung von Angeboten – wurde ein Angebot über die e-procurement Plattform BOSA eingereicht. Nach Überprüfung der eingereichten Unterlagen erfüllt MA & T Sell & Partner GmbH die formellen und inhaltlichen Kriterien.

Mittels vorliegenden Beschlusses wird dem Bieter der Auftrag für die Bewertung und Begleitung des ESF+ in der Deutschsprachigen Gemeinschaft erteilt. Für die konkrete Organisation der externen Bewertung wird das Mandat an die ESF-Verwaltungsbehörde übergeben.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Gemäß Angebot von MA&T belaufen sich die Kosten auf 426.000 EUR (ohne MwSt.) und werden im Rahmen der Technischen Hilfe zu 50% durch die EU kofinanziert. Für die gesamte Technische Hilfe stehen der Deutschsprachigen Gemeinschaft maximal 4% des Gesamtbudgets des Programms, sprich rund 754.000 EUR, zur Verfügung.

Die Finanzierung erfolgt über den Haushaltsposten OB 20 PR 15 - 12.11 „Allgemeine laufende Ausgaben“ (Technische Hilfe ESF). Die Auftragsvergabe betrifft die Haushalte 2024 bis 2030 der Deutschsprachigen Gemeinschaft, da der Auftrag sich analog zur Förderperiode über sieben Jahre streckt.

TOP 5: Addendum Nr. 2 zum Darlehensvertrag vom 03.03.2022 zugunsten der VoG Christliche Arbeiterjugend

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt das Addendum zum Darlehensvertrag vom 03.03.2022 zugunsten der VoG Christliche Arbeiterjugend.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

2.1. Allgemeine Beschreibung des Vor- und Zwischenfinanzierungsinstrumentes

Die Regierung eröffnet verschiedenen Einrichtungen, die im Rahmen von Geschäftsführungsverträgen oder anderen Abkommen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft wichtige Dienstleistungen erbringen, die Möglichkeit über das Vor- und Zwischenfinanzierungsinstrument ein befristetes und zinsloses Darlehen zwecks Finanzierung ihres Umlaufkapitals zu beantragen.

2.2. Erörterung des Gegenstands des Vertragsaddendums

Am 3. März 2022 gewährte die Regierung der VoG Christliche Arbeiterjugend ein zinsloses Darlehen in Höhe von 300.000 EUR zur Überbrückung laufender Projektkosten und in Erwartung der Auszahlung von hiermit verbundenen ESF-Fördermitteln.

Aufgrund der weiterhin ausstehenden Auszahlung der ESF-Fördermittel genehmigte die Regierung am 20. Juli 2023 das Addendum Nr. 1 zum Darlehensvertrag vom 3. März 2022 betreffend die Verschiebung des Tilgungsziels 31. Dezember 2022 auf den 31. Dezember 2023.

Am 22. März 2024 beantragte die VoG Christliche Arbeiterjugend eine weitere Verschiebung des Tilgungsziels auf 2025 bzw. 2027 aufgrund von zeitweisen Personalausfällen mit Auswirkungen auf die Auszahlung von ESF-Mitteln und finanzielle Belastungen aufgrund des laufenden Neubauprojekts.

3. Finanzielle Auswirkungen

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 14: Erteilung von Vollmachten für die ordentliche Generalversammlung der PROMA AG am 6. Mai 2024

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt Herrn Dr. Stephan Förster sowie der Ostbelgieninvest (vertreten durch ihre Geschäftsführerin Frau Margit Veithen) die Vollmachten und alle erforderlichen Befugnisse, die Gemeinschaft auf der ordentlichen Generalversammlung der PROMA AG am 6. Mai 2024 zu vertreten.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist Eigentümerin von 25.464 Aktien der PROMA AG. Sie hält somit 85,71 % der Anteile.

Die ordentliche Generalversammlung wird am 06. Mai 2024 am Gesellschaftssitz, um 08:30 Uhr abgehalten mittels folgender Tagesordnung:

1. Ratifizierung des Datums, der Uhrzeit und des Ortes der Generalversammlung
2. Vorlage und Genehmigung des Geschäftsberichtes zum 31.12.2023
3. Vorlage und Genehmigung der Bilanz, der Ergebnisrechnung und der Ergebnisverwendung zum 31.12.2023
4. Vorlage des Berichtes des Kommissar - Revisors
5. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
6. Entlastung des Kommissars – Revisors
7. Verschiedenes

Die Regierung erteilt anhand beiliegender Erklärungen den oben genannten Personen Vollmacht, sie auf der ordentlichen Generalversammlung zu vertreten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 15: Absichtserklärung zur gemeinsamen Kofinanzierung einer Verwaltungsstruktur für den funktionalen Raum Eifel-Ostbelgien-Éislek (EOE) im Rahmen der Umsetzung des politischen Ziels 5 des grenzüberschreitenden europäischen Kooperationsprogramms Interreg VI A Großregion (2021-2027)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung nimmt den aktuellen Stand zur Gründung des funktionalen Raums Eifel-Ostbelgien-Éislek (EOE) zur Kenntnis und genehmigt die Unterzeichnung der Absichtserklärung zur Finanzierung.

Der Ministerpräsident wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das grenzüberschreitende europäische Kooperationsprogramm „Interreg VI A Großregion“ unterstützt in der Förderperiode 2021-2027 unter dem politischen Ziel 5 „Ein bürgernäheres Europa“ die Umsetzung integrierter territorialer Strategien durch sogenannte funktionale Räume.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft hat in der am 4. Oktober 2023 in Clerf unterzeichneten Absichtserklärung zusammen mit den Partnerregionen Rheinland-Pfalz und Luxemburg ihren Willen zum Ausbau der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in der Trinationalen Region Eifel-Ostbelgien-Éislek (EOE) zum Ausdruck gebracht.

Artikel 1 der Absichtserklärung legt fest, dass die Zusammenarbeit in einem ersten Schritt in Form eines funktionalen Raums und mittels einer gemeinsamen Strategie im Rahmen des Programms Interreg VI A Großregion umgesetzt werden soll. Des Weiteren sollen die für die Umsetzung des funktionalen Raums notwendigen Verwaltungsstrukturen definiert werden. Durch die Umsetzung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit mithilfe eines funktionalen Raums im Rahmen des Interreg-Programms können europäische Fördermittel in Anspruch genommen werden.

Unter der Beteiligung der lokalen Akteure wurde in dem Zeitraum von April bis November 2023 eine Raumanalyse der Trinationalen Region EOE durchgeführt und eine ganzheitliche und nachhaltige Strategie für den grenzüberschreitenden Kooperationsraum ausgearbeitet. In Bezug auf die, zur Umsetzung der Strategie und Gründung des funktionalen Raums notwendige, Verwaltungsstruktur haben

sich die beteiligten kommunalen Akteure für die Gründung einer Europäischen wirtschaftlichen Interessenvereinigung (EWIV) ausgesprochen.

Zur Unterstützung der Zusammenarbeit in der trinationalen Region EOE und zur Förderung der Beteiligung der Gemeinden an der Verwaltungsstruktur erklären sich die drei Partnerregionen in der vorliegenden Absichtserklärung dazu bereit, die zu gründende EWIV finanziell zu unterstützen. Dabei ist die Finanzierung der Verwaltungsstruktur durch die drei Partnerregionen von der Finanzierung der einzelnen Projekte durch die jeweils beteiligten Projektpartner zu unterscheiden.

Die europäische Förderung im Rahmen der Interreg VI A Großregion erstreckt sich ebenfalls auf die Arbeit der Verwaltungsstruktur, wobei die EFRE-Förderung bis zu 60% der Kosten beträgt. Die restliche Finanzierung der Verwaltungsstruktur muss durch Eigen- oder Fremdkapital gesichert werden. Die drei Partnerregionen erklären sich daher in der vorliegenden Absichtserklärung bereit, die Restfinanzierung in Höhe von 40% bis zu einem gewissen Maximalbetrag gemeinsam zu kofinanzieren und die nötige Liquidität für die Startphase der Verwaltungsstruktur zur Verfügung zu stellen.

Das Erstellen der vorliegenden Absichtserklärung geschieht aufgrund einer Anfrage der interessierten Gemeinden, für die eine Bestätigung der Finanzierung die Bedingung für ihre Beteiligung an der Verwaltungsstruktur ist. Im Anschluss an die Unterzeichnung der Absichtserklärung zur Finanzierung durch die drei Parteien wird ein letzter Aufruf zur Beteiligung an die Gemeinden im Kooperationsgebiet erfolgen.

Rechtlich verbindlich wird die Gründung der EWIV und ihre Finanzierung in den kommenden Monaten durch einen Gründungsvertrag und den Abschluss einer Finanzierungsvereinbarung zwischen den beteiligten Partnern geregelt werden. Die entsprechenden Dokumente werden der Regierung zur gegebenen Zeit zur Billigung vorgelegt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Absichtserklärung sieht die Finanzierung der Verwaltungsstruktur zu gleichen Teilen durch die drei Parteien Luxemburg, Rheinland-Pfalz und Deutschsprachige Gemeinschaft vor. In Anbetracht der Tatsache, dass die EFRE-Förderung für das zukünftige Interreg-Verwaltungsprojekt bis zu 60% der Kosten beträgt, erklären die drei Parteien die Restfinanzierung bis zu einem gewissen Maximalbetrag gemeinsam zu kofinanzieren.

Auf der Grundlage einer Kostensimulation wird von einem Maximalbetrag von 110.000 EUR pro Partnerregion für die Jahre 2024 bis 2028 ausgegangen, wobei der jährliche Betrag für 2024 bei 30.000 EUR und für die Folgejahre bei 20.000 EUR pro Partnerregion liegen würde. Die Finanzierung erfolgt über den Haushaltsposten OB 20 PR 15 – 33.13.

Rechtlich verbindlich wird die Finanzierung durch den Abschluss einer Kofinanzierungsvereinbarung zwischen allen beteiligten Partnern geregelt.

TOP 17: Erlass der Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 14. Oktober 2019 zur Anerkennung von Assistenztieren und über die Zugangsrechte zu öffentlichen Orten von Personen in Begleitung eines Assistenztieres

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in dritter und letzter Lesung den Erlass zur Ausführung des Dekrets vom 14. Oktober 2019 zur Anerkennung von Assistenztieren und über die Zugangsrechte zu öffentlichen Orten von Personen in Begleitung eines Assistenztieres.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Sinne der gesellschaftlichen Teilhabe von Personen mit Unterstützungsbedarf wurde am 14. Oktober 2019 das Dekret zur Anerkennung von Assistenztieren und über die Zugangsrechte zu öffentlichen Orten von Personen in Begleitung eines Assistenztieres verabschiedet. Mit vorliegendem Erlassvorentwurf werden die entsprechenden Ausführungsbestimmungen festgelegt.

Für den Vorentwurf wurde sich an folgenden gleichartigen Erlassen und Rechtstexten, die von den anderen Gebietskörperschaften Belgiens verabschiedet wurden, orientiert:

- Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, art. 821 - 831;
- Arrêté du 22 octobre 2009 portant exécution de l'ordonnance du 18 décembre 2008 relative à l'accès des chiens d'assistance aux lieux ouverts au public;
- Besluit van 29 maart 2013 van de Vlaamse Regering betreffende de regels inzake de attestatie van assistentiehonden, vermeld in artikel 4 van het decreet van 20 maart 2009 houdende de toegankelijkheid van publieke plaatsen voor personen met een assistentiehond;
- Besluit van 12 juni 2015 van de Vlaamse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Cel Machtiging Assistentiehondenscholen.

Im Vergleich zu den anderen Gebietskörperschaften bezieht sich das Dekret vom 14. Oktober 2019 jedoch nicht nur auf Assistenz- oder Servicehunde, sondern auf alle Arten von Assistenztieren.

In erster Linie muss der Assistenztrainer durch die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft

für selbstbestimmtes Leben (DSL) zugelassen werden. Diese Zulassung ist daran gebunden, dass dieser Trainer einer Vereinigung angeschlossen ist, die gewissen europäischen bzw. internationalen Standards entspricht.

Aktuell gibt es zwei Vereinigungen in Belgien, die den europäischen bzw. internationalen Standards genügen. Dazu zählt die Vereinigung „A propos de nous-Dyadis“ in Brüssel sowie die Vereinigung „Os'mose – Chiens d'assistance“ in Tilff.

Aufgrund von eingereichten Kostenvoranschlägen liegen die Gesamtkosten für das Training eines Assistenztieres bei ungefähr 15.000 €. Bei der AVIQ wird aktuell der Trainingslehrgang eines Blindenhundes mit 5.000€ und der eines Servicehundes mit 3.000€ bezuschusst. In Flandern bezuschusst die VAPH den Trainingslehrgang sowohl eines Blindenhundes als auch eines Servicehundes mit jeweils 13.000 €. Im Rahmen vorliegenden Erlasses wird eine Bezuschussung pro Assistenztier von 10.000€ vorgesehen.

Im Anschluss an die erste Lesung wurde das Gutachten des Staatsrats eingeholt. In seinem Gutachten Nr. 73.519/1 vom 24. Mai 2023 weist der Staatsrat darauf hin, dass sich die Artikel 3 §2 Absatz 1 Nummer 3 und 5 §1 Absatz 1 Nummer 1 des Erlassvorentwurfs auf die Verarbeitung personenbezogener Daten beziehen und demnach ein Gutachten der Datenschutzbehörde zu dem Erlassvorentwurf beantragt werden müsse (Bemerkung 4). Dieser Empfehlung wird Rechnung getragen. Das Gutachten der Datenschutzbehörde wurde beantragt.

Des Weiteren merkt der Staatsrat an, dass durch Artikel 8 §3 des Erlassvorentwurfs eine Verordnungsbefugnis an den Verwaltungsrat der DSL und demnach, zumindest nach damaligem Stand der Dinge, an eine öffentliche Einrichtung übertragen werde, indem diesem die Ermächtigung erteilt werde, die Höhe der Zuschüsse festzulegen. Die Übertragung einer solchen Verordnungsbefugnis an öffentliche Einrichtungen verstoße jedoch u.a. gegen das Prinzip der Einheit der Verordnungskompetenz. Eine solche Vorgehensweise könne nur gerechtfertigt werden, wenn die Ermächtigung aufgrund ihrer detaillierten oder hauptsächlich technischen Tragweite sehr beschränkt und nicht-politisch sei (Bemerkung 5). Dieser Bemerkung wurde Rechnung getragen. Artikel 8 wurde umformuliert und die Höhe des Zuschusses wurde im Erlass verankert.

Auf Empfehlung des Staatsrats wurde am 25. Juli 2023 ein Gutachten der Datenschutzbehörde beantragt. Die Datenschutzbehörde teilte mit, dass aufgrund der außerordentlich hohen Auslastung der Behörde zum vorgelegten Vorentwurf kein spezifisches Gutachten erteilt werden könne und sie sich auf Hinweise und Empfehlungen allgemeiner Art beschränken werde („Standard-Gutachten“ Nr. 65/2023 vom 24. März 2023). Nach erneuter Durchsicht der entsprechenden Artikel des Erlassvorent-

wurfs wurde festgestellt, dass die dekretalen Grundlagen für die vorgesehene Datenverarbeitung unzureichend waren. Durch das Dekret vom 14. Dezember 2023 wurden die notwendigen dekretalen datenschutzrechtlichen Grundlagen geschaffen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Für jedes gemäß Artikel 4 des Dekrets anerkannte Assistenztier erhält die ausbildende Vereinigung einmalig einen Zuschuss in Höhe von 10 000 Euro. Die finanziellen Auswirkungen sind abhängig von der Nachfrage.

TOP 18: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung über meldepflichtige Infektionskrankheiten

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf des Erlasses über meldepflichtige Infektionskrankheiten.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung über meldepflichtige Infektionskrankheiten vom 20. Juli 2017 legt, in Anwendung des Dekretes vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention eine Auflistung von meldepflichtigen Krankheiten fest.

Der vorliegende Vorentwurf des Erlasses hat zum Ziel, den Erlass der Regierung vom 20. Juli 2017 aufzuheben und diesen zu ersetzen aufgrund folgender Gegebenheiten:

Zur Optimierung von Klarheit und Anwendbarkeit des Erlasses durch die aktuell ausführenden und organisatorischen Institutionen wurde die Struktur des Erlasses angepasst.

Einleitend werden in den Artikeln 1 und 2 die wichtigsten Inhalte und Begriffsbestimmungen aufgeführt. Artikel 1 enthält nunmehr den Anwendungsbereich und nicht mehr den Verweis auf Anhang 1 (vormals Liste der meldepflichtigen Infektionskrankheiten), Artikel 2 erläutert die aktualisierten Begriffsbestimmungen „Dekret“, „Personengemeinschaft“, „zeitweilige Freizeitveranstaltung“ und nicht mehr den Verweis auf Anhang 2 (vormals Verfahren der Meldepflicht). Artikel 3 definiert die Liste der meldepflichtigen Krankheiten und nicht mehr den Verweis auf Anhang 3 (vormals spezifisches

Meldeverfahren und Liste der Vorbeugemaßnahmen).

Die in Artikel 3 enthaltene Auflistung der meldepflichtigen Krankheiten soll an die aktuellen, epidemiologischen und fachlichen Gegebenheiten angepasst und entsprechend aktualisiert werden. Teilweise haben sich die Voraussetzungen zur Meldung eines Krankheitsbildes geändert, so dass beispielsweise eine Meldung nicht mehr auf Verdacht, sondern erst ab Diagnosestellung erfolgen muss. Bestimmte Begrifflichkeiten wurden fachlich umformuliert, beziehungsweise ergänzt. Hierfür war eine Präzisierung der Krankheitsform oder des Erregers notwendig in Form von Streichung, Ersatz oder Erweiterung der genannten Pathogene.

Die Aufteilung der meldepflichtigen Krankheiten in Kategorien bleibt bestehen, wobei die Kategorien nun in Paragrafen umgewandelt worden sind, da es sich nicht mehr um den Anhang eines Rechtstextes handelt, sondern um den Erlass selbst. Die Neuauflagen oder Verschiebungen von Krankheiten innerhalb der Paragrafen ist Resultat des Austausches in nationalen Arbeitsgruppen sowie mit der „Agence wallonne pour une vie de qualité“ (AVIQ) und entspricht den epidemiologischen Entwicklungen.

In Paragraph 1 (vormals Kategorie „1.“) befinden sich die Krankheiten, für welche ab dem klinischen Verdacht eine Meldepflicht besteht. Neu hinzugefügt wurden hier Anthrax (Milzbrand) (vormals in Kategorie „2.“) und Mpox. Keuchhusten wurde in §2 verschoben (Meldepflicht ab diagnostischer Bestätigung). Die anderen aufgeführten Krankheiten wurden, wie oben beschrieben, aktualisiert und alphabetisch angeordnet.

In Paragraph 2 (vormals Kategorie „2.“) befinden sich die Krankheiten, für welche ab der diagnostischen Bestätigung eine Meldepflicht besteht. Aus dieser Aufzählung wurde Anthrax (Milzbrand) entfernt und in §1 verschoben. Neu hinzugefügt wurde Keuchhusten (bei positivem PCR-Test für Kinder <3 Jahre, verschoben aus Kategorie „1.“), Influenza (neue Serotypen) die Spezifikation der Diagnostik bei Tuberkulose (mit oder ohne bakteriologische Bestätigung) und latente Tuberkulose (Anfangs- oder Folgetest positiv).

Eine weitere Änderung beinhaltet die Auflistung von Chikungunya, Dengue-Fieber, Gelb-Fieber, Paludismus und West-Nil-Fieber in §2. Diese Krankheiten waren vormals im Erlass der Regierung über meldepflichtige Krankheiten von 2017 in Kategorie „3.“ als meldepflichtige Krankheiten autochthonen Ursprungs aufgelistet. Hierbei handelte es sich also um Infektionen, die nicht bei einem Auslandsaufenthalt, sondern innerhalb Europas erworben wurden. Die zugehörigen Pathogene wurden nun in §2 aufgenommen und sind nicht mehr auf autochthone Fälle begrenzt. Somit entfällt im Erlassentwurf die vormalige Kategorie „3.“.

Kategorie „4.“ aus dem Erlass der Regierung über meldepflichtige Krankheiten von 2017 befindet sich im neuen Erlassentwurf unter §6. Inhaltlich entspricht dieser Paragraph der vorherigen Formulierung und informiert darüber, dass jedes infektiöse Problem mit ungewöhnlicher oder spezieller Erscheinung weiterhin der Meldepflicht unterliegt, ungeachtet der vorhergehenden Auflistungen in den Paragraphen 1-5 (vormals Kategorien „1.-3.“).

Die neu aufgestellten §§3, 4, 5 und 6 fungieren ergänzend zu den Paragraphen 1 und 2 und ersetzen den Anhang 3 des Erlasses der Regierung über meldepflichtige Infektionskrankheiten von 2017, in welchem nochmals spezifische Krankheiten im schulischen Umfeld genannt worden sind, die einer Meldung bedürften.

Durch die Covid-19 Pandemie hat sich die Notwendigkeit einer Überwachung von Infektionsgeschehen in den oben genannten Personengemeinschaften deutlich gezeigt. Die Hygieneinspektion hat den Auftrag, mögliche Ausbrüche von infektiösen Krankheiten zu verhindern oder einzudämmen. Hierfür ist es unabdinglich, auch eine umfassende Übersicht aller Infektionsfälle, welche die Gesundheit einer Personengemeinschaft beeinflussen könnten, zu erfassen.

Somit listen die §§3-5 Krankheiten auf, die unter bestimmten Umständen bekanntgegeben, zurückverfolgt oder eingedämmt werden müssen, selbst wenn nur bedingt eine akute Gefahr für das Individuum oder die Personengemeinschaft besteht.

Paragraf 3 enthält eine Auflistung der infektiösen Krankheiten, für die ab dem ersten aufgetretenen Fall eine Meldepflicht besteht, insofern diese in Personengemeinschaften oder im Rahmen von zeitweiligen Freizeitveranstaltungen, wie in Artikel 2 definiert, auftreten.

Der Anwendungsbereich wurde im Vergleich zum Erlass der Regierung über meldepflichtige Krankheiten von 2017 über das schulische Umfeld hinaus erweitert und als Personengemeinschaften und zeitweilige Freizeitveranstaltungen neu definiert.

Enthalten sind nunmehr die Bereiche entsprechend der Definition in Artikel 2 Nummern 2 und 3.

Krankheiten, die schon in §1 zu finden sind, wurden in den §§3-6 nicht nochmals genannt, um Verständnisschwierigkeiten durch die ausführenden Personen zu vermeiden.

Paragraf 4 enthält eine Auflistung der Krankheiten, für die eine Meldepflicht vorliegt, sobald in einer Personengemeinschaft oder während einer zeitweiligen Freizeitveranstaltung ein zweiter Fall auftritt, der nicht aus derselben Familie oder dem direkten räumlichen oder privaten Lebensumfeld der erkrankten Person kommt, beziehungsweise wenn ersichtlich ist, dass sich die Krankheit innerhalb der Personengemeinschaft oder der zeitweiligen Freizeitveranstaltung weiter ausbreitet. Die Meldungen dieser Fälle verschaffen der Hygieneinspektion einen Überblick zur Entwicklung des Infektionsgeschehens, auch wenn es bei einer Ausbreitung dieser Pathologien gegebenenfalls zu keinen oder nur

geringfügigen Anpassungen der eingeleiteten oder delegierten Maßnahmen kommt.

Paragraf 5 informiert über die Voraussetzungen, unter denen Gastroenteritis bei Auftreten in Personengemeinschaften oder während einer zeitweiligen Freizeitveranstaltung der Meldepflicht unterliegt und definiert diese Voraussetzungen. Dieser Paragraph erstreckt sich vor dem Hintergrund, dass eine Gastroenteritis normalerweise von den jeweiligen Personengemeinschaften und Freizeitveranstaltungen autonom gehandhabt werden kann. Sollte es aber zu einem außergewöhnlichen Ausbruchsgeschehen kommen, welches die Funktionalität der Personengemeinschaft oder Freizeitaktivität herabsetzen oder unterbrechen könnte, so ist für die Hygieneinspektion von Vorteil, zeitnah von der Sachlage in Kenntnis gesetzt zu werden.

In den Artikeln 4 bis 6 werden die Aktualisierungen von Meldeverfahren und Meldestellen festgelegt: Bis zur Verabschiedung des Dekrets vom 14. Dezember 2022 zur Abänderung des Dekrets vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention, welches eine Hygieneinspektion im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingerichtet hat, war ein Arzt-Hygieneinspektor der „Agence wallonne pour une vie de qualité“ (AVIQ) als Hygieneinspektor für die Deutschsprachige Gemeinschaft bezeichnet. Durch die Schaffung einer eigenen Hygieneinspektion im Fachbereich Gesundheit und Senioren wird diese Funktion von Hygieneinspektoren innerhalb des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgeübt. Die Hygieneinspektion verfügt über einen Bereitschaftsdienst und ist telefonisch und per E-Mail erreichbar

Artikel 4 weist auf die Berechtigung zur Meldung von Krankheiten durch das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen und durch die Leiter einer Personengemeinschaft bzw. die Verantwortlichen einer zeitweiligen Freizeitveranstaltung hin. Diese Personen können nicht zur Meldung verpflichtet werden, es besteht aber eine Berechtigung.

Artikel 5 thematisiert das angepasste Meldeverfahren.

In §1 wird erläutert, dass von Ärzten und Leitern von Laboren weiterhin über die Web-Schnittstelle MATRA gemeldet werden soll. Zudem werden Voraussetzungen genannt, unter welchen zusätzlich eine schriftliche und/oder telefonische Meldung bei der Hygieneinspektion zu erfolgen hat.

§2 informiert darüber, dass Eltern und Erziehungsberechtigte bei der Hygieneinspektion melden müssen. Diese Anpassung ist dem bestehenden Rechtsrahmen geschuldet und war im vorherigen Erlass der Regierung über meldepflichtige Krankheiten von 2017 nicht vorhanden.

Das Verfahren zur Meldung von ansteckenden Krankheiten im schulischen Umfeld, in der Kleinkindbetreuung sowie in anderen kollektiven Einrichtungen wurde präzisiert, an die Rollen der beteiligten Verantwortlichen angepasst und ergänzt. Die

erforderliche Vorgehensweise richtet sich auf die Zuständigkeiten der Hygieneinspektion der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Zur Erleichterung des Melde- und Rückverfolgungsverfahrens im schulischen Bereich wurde eine Schultracing-App ins Leben gerufen, auf die sowohl Schulen als auch die Hygieneinspektion Zugriff haben. So werden Informationswege gekürzt und das Verfahren insgesamt vereinfacht. Auf ausdrücklichen Wunsch des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen melden Schulen und Kleinkindbetreuung außerdem telefonisch das Auftreten von meldepflichtigen Krankheiten an das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen. So können innerhalb dieser Einrichtung die Abläufe effizienter gestaltet werden, da andernfalls ein Dispatching eingesetzt werden müsste, damit die zuständigen Krankenpfleger(innen) der einzelnen Schulen und Betreuungseinrichtungen informiert sind.

Gemeinhin gilt, dass die Hygieneinspektion zusätzlich umgehend telefonisch informiert werden muss, falls die Infektion einen epidemischen Charakter aufweist, und/oder der Erkrankte eine außerwöhnliche Gefahr für sein Umfeld darstellt.

Artikel 6 definiert die Aktionen der Hygieneinspektion im Falle einer Meldung. Diese bestehen aus der Einleitung von prophylaktischen Maßnahmen, welche gegebenenfalls mit den Leitern und Verantwortlichen der betroffenen Personengemeinschaften und zeitweiligen Freizeitveranstaltungen, ihren Koordinationsärzten sowie dem Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen abgestimmt werden können.

Die Hygieneinspektion kann in die Einleitung der prophylaktischen Maßnahmen durch einen verantwortlichen Arzt und einen behandelnden Arzt wie in Artikel 5 §1 Absatz 1 Nummer 2 und 3 erwähnt, mit einbezogen werden. Außerdem kann die Hygieneinspektion Einrichtungen öffentlichen Interesses mit der Umsetzung der von ihr bestimmten Maßnahmen in den von diesen Einrichtungen abhängenden Betrieben, Wohn- und Pflegezentren für Senioren, Schulen oder Einrichtungen, in denen Kinder, Jugendliche oder Erwachsene untergebracht oder beschäftigt sind, beauftragen.

Die im Erlass der Regierung vom 20. Juli 2017 über meldepflichtige Infektionskrankheiten, in Anhang 3 B ausgeführten „Vorbeugemaßnahmen zur Vermeidung der Ausbreitung bei bestimmten ansteckenden Krankheiten im schulischen Umfeld“ werden gestrichen. Dies begründet sich in der Dynamik von epidemiologischen Entwicklungen und der damit verbundenen Notwendigkeit einer Absicherung der Anwendung von zeitnahen und den aktuellen Standards angepassten Interventionen.

In Abwesenheit inhaltlicher Bemerkungen in den Gutachten erfolgten für die zweite Lesung keine inhaltlichen Änderungen, sondern lediglich einige technische und grammatikalische Korrekturen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 19: Genehmigung der Bezuschussung der Entschädigung bei Kurzarbeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt in Anwendung des Artikel 9 des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2001 zur Festlegung der Bemessungsgrundlagen für Personalauszuschüsse im Sozial und Gesundheitsbereich die Bezuschussung eines Zuschlages bei Kurzarbeit in Höhe von 5 € im Sektor der Einrichtungen und Dienste der Erziehung und Beherbergung (PUK 319.02) der Deutschsprachigen Gemeinschaft und in Höhe von 10 € im Sektor der Beschützenden Werkstätten (PUK 327.03) der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Artikel 21 des Gesetzes vom 05.11.2023 über verschiedene Bestimmungen über die Arbeit verändert den Artikel 29 des Gesetzes vom 03.07.1978 über die Arbeitsverträge und sieht vor, dass der Arbeitgeber für jeden Tag Kurzarbeit ab dem 01.01.2024 dem Mitarbeiter in Kurzarbeit (eventuell zusätzlich zu bereits in Tarifabkommen verankerten Zulagen) eine Entschädigung in Höhe von 5 € gewährt.

Die Ausgangssituation ist in beiden Sektoren etwas unterschiedlich:

Im Sektor der Beschützenden Werkstätten (PUK 327.03) zahlen die Arbeitgeber seit dem Jahr 2012 eine Tageszuschlag für die Kurzarbeit. Das überbetriebliche Abkommen (AIP) der Jahre 2011-2012 sah vor, dass alle Arbeitgeber einen in der Zeit gestaffelten Zuschlag ihren Mitarbeitern in Kurzarbeit zahlen müssen: 2€ ab 2012, 4 € ab 2014 und 5 € ab 2016.

Dieses Überbetriebliche Abkommen wurde durch ein sektorielles Abkommen (K.A.A. der PUK 327.03) auf wallonischer Ebene umgesetzt. Die Vorteile des sektoriellen Abkommens waren sogar etwas besser, als die nationale Vorgabe, so dass die Werkstätten in den ersten 35 Tagen 3 € und ab dem Tag 36 2 € den Mitarbeitern in Kurzarbeit gewähren müssen.

Diese 3 € wurden dann per Regierungsbeschluss (EXVII/2012/04.10/1447) vom 04.10.2012 für die ersten 35 Tage, mit 2/3 der Kosten, d.h. 2 € bezuschusst.

Das K.A.A. aus dem Jahr 2012 wurde dann sukzessiv in den Folgejahren ersetzt, um im Jahr 2018 den Betrag von 5€ auf sektorenebene der PUK 327.03 zu erreichen. (siehe Anlage 1)

In der Summe müssen die Werkstätten ab dem ersten Januar 2024 pro Tag wirtschaftlicher Arbeitslosigkeit 10 € Zuschlag an die Mitarbeiter zahlen. Mit vorliegendem Beschluss werden diese vollständig bezuschusst.

Die Werkstätten haben seit letztem Jahr vermehrt wirtschaftliche Arbeitslosigkeit, da sie Beschäftigungslage sich wegen dem Wegfall einiger ihrer Kunden schwierig gestaltet. Es wird einige Zeit in Anspruch nehmen, ehe neue Märkte erschlossen werden und die Produktion umgestellt werden kann. Die Maßnahme zur Erhöhung des Zuschlages für die Arbeitgeber kommt also zu einem ungünstigen Zeitpunkt.

Die Kurzarbeit im Sektor Dienste der Erziehung und Beherbergung der PUK 319.02 ist quasi inexistent. Sie bieten ihre Dienstleistungen nicht auf dem freien Markt an, sondern erhalten all ihre Klienten von der Behörde, die sie auch bezuschusst, um die Begleitdienstleistung anzubieten.

Es betrifft in diesem Sektor nur die Mitarbeiter, die in den Wochen des Jahresurlaubs und somit der Betriebsschließung der Tagesstätten, über ein zu geringes Urlaubsanrechtkapital verfügen.

Damit diese Mitarbeiter trotzdem eine Form der Entschädigung für die Schließungstage erhalten, gewährt man ihnen einen Tag wirtschaftliche Arbeitslosigkeit.

Dies betrifft zum Beispiel die Mitarbeiter, die ihre Arbeitszeit im Vergleich zum Vorjahr erhöht haben oder die Mitarbeiter, die im letzten Jahr im Sektor der PUK 319.02 gestartet sind und bei Einstellung nicht über das Urlaubsanrecht zur Abdeckung des Zeitraums der Betriebsschließung verfügen.

Da es im Sektor der PUK 319.02 keine anderen Kollektiven Arbeitsabkommen gibt bezüglich der Zahlung eines Zuschlages bei Kurzarbeit besteht, bleibt der Zuschlag des Arbeitgebers auf 5 € pro Tag beschränkt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Basierend auf den Zahlen der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit der bezuschussten Mitarbeiter mit Unterstützungsbedarf in den Beschützenden Werkstätten im Jahr 2023, ergeben sich folgende zu erwartende Kosten:

Zahlen 2023:	BWE	BWM	BWK	Gesamt
Stunden KA	5.887,40	21.509,31	3.744,20	31.140,91
Tage KA	735,93	2.688,66	468,03	3.892,61
Tage KA x 10 €	7.359 €	26.887 €	4.680 €	38.926 €

Wenn ein Mitarbeiter mit Unterstützungsbedarf, der über den pauschalen Stundensatz seiner Leistungskategorie für jede gearbeitete Stunde bezuschusst wird, so fällt der Zuschuss im Falle von Kurzarbeit weg. Nur der Unterhaltszuschuss bleibt für die Tage Kurzarbeit ausbezahlt.

Diese Zuschusseinsparung finanziert den zu erwartenden Jahreszuschuss von rund 40.000 €. Alles hängt hier von der jeweiligen Beschäftigungslage im Jahr ab, was eine genaue Schätzung erschwert.

Die Kosten für den Zuschlag für Kurzarbeit im Sektor Dienste der Erziehung und Beherbergung der PUK 319.02 sind sehr gering und belaufen sich auf schätzungsweise 150 € pro Jahr für alle 5 Arbeitgeber im Drittzahlersystem in der Summe.

Die vorliegende Note schafft allerdings die Grundlage dafür, dass wir im Drittzahlersystem den vom Gesetz her eingeforderten Fünf-Euro-Zuschlag sofort als annehmbare Lohnkosten im Rahmen der Lohnzahlung berücksichtigen können.

TOP 20: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 23. Mai 2007 zur Ausführung des Dekretes vom 20. November 2006 über das Statut der Sportschützen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 23. Mai 2007 zur Ausführung des Dekretes vom 20. November 2006 über das Statut der Sportschützen.

Die Regierung beschließt gemäß Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, geändert durch das Gesetz vom 4. August 1996, das Gesetz vom 8. September 1997, das Gesetz vom 2. April 2003 und das Gesetz vom 19. Januar 2014, innerhalb von 30 Tagen die Stellungnahme der Datenschutzbehörde und des Staatsrates zu diesem Entwurf einzuholen.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Unter aktiver Mitarbeit der beiden in der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Sportfachverbände für das Sportschiessen, Regionaler Flachbahnschützenverband Ostbelgien (RSFO) und dem Ostbelgischen Stangenschützenverband (OSV) wurde im Jahr 2006 der Erlass der Regierung zur Ausführung des Dekretes vom 20. November 2006 über das Statut der Sportschützen ausgearbeitet.

Man hatte sich damals darauf geeinigt, nur die Waffenkategorien in den Erlass aufzunehmen, die tatsächlich in den Sportvereinen der beiden Sportfachverbände regelmäßig praktiziert werden.

In der Zwischenzeit ist der Erlass bezüglich der Waffenkategorien mehrfach angepasst worden. Unter anderem ist die Waffenkategorie der Biathleten aufgenommen worden.

Am 03. September 2020 wurde der Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der den Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 13. September 2012 zur Umsetzung des Dekrets vom 20. Dezember 2011 über die Praxis der Ausübung des Schießsports in der Französischen Gemeinschaft abändert, verabschiedet. Mit diesem Erlass wurden die Aktivitäten im Bereich des Sportschiessens den internationalen Gegebenheiten angepasst.

In dem Erlass wurden alle Schiesssportdisziplinen und die entsprechenden Waffenkategorien vorgesehen, in denen Wettbewerbe von der Internationalen Sportfachverband für das Sportschiessen (International Shooting Sport Federation – ISSF) organisiert werden.

Bei einem Gespräch zwischen Vertretern der Regierung, des Ministeriums und der beiden Schützenverbände ist von Seiten des Präsidenten des RSFO der Wunsch geäußert worden, den Erlass an den Erlass der Französischen Gemeinschaft anzugleichen, damit anerkannte Sportschützen über die Gemeinschaftsgrenzen hinweg sich im sportlichen Wettkampf messen können.

Die Schiesssportarten und die entsprechenden Waffen werden zukünftig vier Waffenkategorien zugeteilt.

In den Erlass werden auch die frei verkäuflichen Waffen aufgenommen, die keine Sportschützenlizenz benötigen, dies, um unseren Erlass dem Erlass der Französischen Gemeinschaft anzugleichen und ein möglichst komplettes Bild der auf den Schießständen praktizierten Waffenkategorien abzubilden.

Nach der Regierungssitzung vom 04. Januar 2024 wurde ein Gutachten des Dachverbandes für den Sport zur vorliegenden Erlassabänderung beantragt. Das Gutachten wurde der Regierung am 07. Februar 2024 übermittelt.

In dem Gutachten geht der Dachverband auf verschiedene Punkte ein:

- *Unter Artikel 1 des Abänderungserlasses zu den Waffenkategorien fehlt in der Auflistung der Schießsportdisziplinen unter Buchstaben „b) Langwaffen mit gezogenem Lauf“ die „Disziplin 3 B - Großkaliber Standardgewehr - 30 Schuss liegend; Kal. 5,56 bis 8 mm“.*
- *Unter dem gleichen Buchstaben muss bei dem Aufzählungszeichen „Disziplin 22C - Gewehr mit Handfeuerwaffenmunition“ nach einem weiteren Bindestrich noch „Gewehr mit Zentralfeuerpatronen für Handfeuerwaffen“ hinzugefügt werden;*
- *Unter dem gleichen Buchstaben muss bei dem Aufzählungszeichen „Disziplin 24“ der Name der*

Disziplin angepasst werden zu „Disziplin 24 - Gewehr mit Schloss – Schießen auf Metallsilhouette – 25, 50, 75, 100m“;

Die vom Dachverband angemerkten Abänderungsvorschläge finden sich nach erneuter Prüfung nicht im Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der den Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 13. September 2012 zur Umsetzung des Dekrets vom 20. Dezember 2011 über die Praxis der Ausübung des Schießsports in der Französischen Gemeinschaft abändert, wieder. Bei einem Gespräch, das die Verwaltung mit dem Präsidenten des verantwortlichen Sportschützenverbandes am 23. Februar 2024 führte, wurden dies bestätigt. Diesen Anmerkungen des Gutachtens wird also nicht Rechnung getragen.

„Unter Artikel 2 des Abänderungserlasses zur Zusammensetzung der Jury merkt der Leitverband an, dass unter §1, Nummer 2 und Nummer 3 ersetzt werden können durch eine Nummer „2. Ein Vertreter oder eine Vertreterin eines Sportschützenverbandes, der Handfeuerwaffen in seinem Tätigkeitsbereich hat und einen gültigen Schießmeister- oder Schießleiterausweis besitzt;“.

Hier schlägt der Leitverband vor, dass zusätzlich auch das Wort „eines“ statt „des“ in den Paragraphen zur Zusammensetzung der Jury abgeändert wird.

In dem vorliegenden Erlassentwurf wird für jede Waffenkategorie die Zusammensetzung der Jury präzisiert, damit nur Vertreter von Sportschützenverbänden an der Jury teilnehmen, die von der jeweiligen Waffenkategorie betroffen sind.

- Zudem hat der Leitverband darauf hingewiesen, dass auch die in der Anlage zum Erlass der Regierung vom 23. Mai 2007 zur Ausführung des Dekretes vom 20. November 2006 über das Statut der Sportschützen, aufgezeigten Mustervorlagen für die Lizenz der Sportschützen sowie für die provisorische Lizenz gemäß den gemeinsamen Gesprächen zwischen den Vertretern der Regierung, dem Ministerium und den Vertretern der Sportschützenverbänden angepasst werden sollen. Hier möchte LOS betonen, dass dazu auch die Integration eines QR-Codes gehört.

Die im Erlass der Regierung vom 23. Mai 2007 zur Ausführung des Dekretes vom 20. November 2006 über das Statut der Sportschützen vorgesehene Mustervorlage wird im vorliegenden Erlass aufgehoben. Es werden nur noch die auf der Vorderseite und Rückseite zu vermerkenden Mindestangaben für die Sportschützenlizenz (Karte) aufgeführt.

- Zuletzt hat der Dachverband für Sport darum gebeten, dass die genutzte Begrifflichkeit „Sportschützenverband“ durch „Schießsportverband“ ersetzt wird, da nach ihrem Dafürhalten in dieser Begrifflichkeit, sowohl das Sportschiessen als auch das historische Schießen inbegriffen sind.

Dieser Anmerkung kann nicht Folge geleistet werden, da Änderungen der Begrifflichkeiten zunächst im entsprechenden Dekrettext abgeändert werden müssen. Es besteht zurzeit keinen Bedarf die Begrifflichkeiten im Dekrettext zu ändern, daher wird auf diesen Abänderungsvorschlag im vorliegenden Erlassentwurf nicht eingegangen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft

TOP 21: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrats des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrats des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit dem Dekret vom 22. Mai 2023 wurde das Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung geschaffen. Mit dem Erlass der Regierung vom 22. Juni 2023 wurden die Mitglieder des Verwaltungsrats bestellt.

Am 26. Oktober 2023 teilte Herr Danny Laschet, Überberuflicher Sekretär der FGTB mit, dass er sein Mandat als Vertreter der FGTB im Verwaltungsrat des ZKB niederlegt und Frau Laurie Van Isacker als Vertreterin der FGTB im Verwaltungsrat des ZKB vorschlägt.

Der vorliegende Erlass trägt dem Vorschlag Rechnung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.



Mitteilung vom 23.04.2024

Des soins de santé mentale numériques ? C'est possible !

La numérisation pourrait faire partie de la solution aux longs délais d'attente dans les soins de santé mentale. Interventions numériques et applications peuvent aider à lutter contre la dépression, l'anxiété et les troubles du sommeil, entre autres. L'intégration d'outils numériques de bonne qualité dans les soins classiques permettrait de contrecarrer la prolifération d'applications d'auto-assistance. Un bon encadrement de et par les professionnels de santé donne les meilleurs résultats. Grâce à une série de nouvelles recommandations, le Conseil Supérieur de la Santé souhaite contribuer à l'élaboration d'un tel cadre au niveau national.

Mitteilung vom 22.04.2024

Le CERAC contribuera à la résilience de la Belgique et de l'Europe par une meilleure analyse des risques environnementaux et climatiques

Ce 22 avril, le CERAC (Centre belge d'évaluation des risques climatiques et environnementaux) a présenté ses missions, ses objectifs et ses activités. Ce lancement a été organisé dans le contexte de la priorité "adaptation au changement climatique" de la présidence du Conseil de l'UE et de la récente publication de la première évaluation européenne des risques climatiques.

Communication inclusive - Des vidéos en langue des signes expliquent les droits sociaux des personnes en situation de handicap

La Langue des Signes de Belgique Francophone (LSFB) est une langue officiellement reconnue depuis 2003 et constitue un moyen de communication essentiel pour de nombreuses personnes sourdes et malentendantes. Il en va de même pour Vlaamse Gebarentaal (VGT, Langue des Signes Flamande), qui a été reconnue en 2006. C'est pourquoi le SPF Sécurité sociale a lancé cette semaine 52 vidéos en langue des signes expliquant les questions les plus importantes au niveau fédéral pour les personnes en situation de handicap. Avec ces 52 vidéos en Vlaamse Gebarentaal (VGT) et en Langue des Signes de Belgique Francophone (LSFB), les informations sur le site web de la DG Personnes handicapées (DG HAN) sont désormais encore plus accessibles à tous. Cela s'inscrit dans le cadre d'un engagement plus large en faveur d'une communication inclusive", déclare Julie Clément, directrice générale de la DG HAN.

Mitteilung vom 19.04.2024

Conseil des ministres du 19 avril 2024

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 19 avril 2024 sous la présidence du Premier ministre Alexander De Croo.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Désignation de la présidente du Comité de direction du SPF Chancellerie du Premier Ministre

Sur proposition du Premier ministre Alexander De Croo, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal désignant la présidente du Comité de direction du SPF Chancellerie du Premier Ministre.

Désignation du président du Comité de direction du SPF Finances

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal désignant le président du Comité de direction du SPF Finances.

Marché public relatif à la livraison d'articles d'uniforme pour la douane belge

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour l'Administration générale des douanes et accises du SPF Finances.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement de six marchés publics pour la Défense.

Nomination de membres du Comité consultatif de bioéthique

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination de membres du Comité consultatif de bioéthique.

Nominations au sein du conseil d'administration de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne et de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant diverses nominations au sein du conseil d'administration de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF).

Régie des bâtiments : manuel relations clients

Sur proposition du secrétaire d'État en charge de la Régie des Bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a approuvé, ce vendredi 19 avril, le tout nouveau manuel des relations client de la Régie des Bâtiments. Ce dernier entrera en vigueur le 1er juillet 2024 et représente une étape significative dans l'engagement du gouvernement à moderniser et à améliorer la gestion des bâtiments publics. Le Manuel client reporte notamment les coûts de travaux dus à un entretien défaillant sur l'occupant: une manière directe d'inciter au respect des bâtiments publics.

Régie des bâtiments : liquidation de la SA Berlaymont 2000

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la compensation de la Régie des bâtiments dans le cadre de la liquidation de la SA Berlaymont 2000.

Régie des bâtiments : relocalisation de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire de Namur

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un nouveau contrat de location pour l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) de Namur.

Prolongation du contrat de location pour le complexe North Gate

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la prolongation du contrat de location pour les bâtiments North Gate I, II et III.

Régie des bâtiments : renouvellement du bail pour l'immeuble « Jardins de la Couronne »

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le renouvellement du bail de l'immeuble « Jardins de la Couronne », situé avenue de la Couronne 145, à Bruxelles.

Régie des bâtiments : emphytéose de la maison du directeur du Conservatoire royal de musique

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'octroi de l'emphytéose de la maison du directeur du Conservatoire de musique à la SA du Conservatoire royal de Bruxelles.

Régie des bâtiments : hébergement de la Police judiciaire fédérale à l'aéroport de Zaventem

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un avenant dans le cadre de l'hébergement de la Police judiciaire fédérale à l'aéroport de Zaventem.

Responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Sur proposition du ministre de la Mobilité Georges Gilkinet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à répondre à la mise en demeure de la Commission européenne concernant la transposition incomplète de la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

Résilience opérationnelle numérique du secteur financier

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier. Il a par ailleurs approuvé diverses dispositions.

Modification relative au régime de pension d'invalidité des mineurs

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs.

Détection du cancer du col de l'utérus via le test HPV

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal concernant le ticket modérateur dans le cadre du test du papillomavirus humain (HPV) comme test de dépistage primaire du cancer du col de l'utérus.

Covid-19 : réduction des seuils d'activité en matière de rétributions des dispensateurs de soins pour 2022 et 2023

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant la réduction des seuils d'activité concernant certaines rétributions ou interventions pour les dispensateurs de soins pour l'année de référence 2022 et 2023, à la suite de la crise du Covid-19.

Modification de la législation relative au régime du tiers payant

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 18 septembre 2015 portant exécution de l'article 53, § 1er, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, relatif au régime du tiers payant.

Modifications concernant l'agrément des banques de matériel corporel humain, les structures intermédiaires et les établissements de production

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 2009 fixant les conditions générales auxquelles les banques de matériel corporel humain, les structures intermédiaires et les établissements de production doivent satisfaire pour être agréés, et modifiant l'arrêté royal du 9 janvier 2018 relatif aux biobanques.

Répartition des affaires de la cour du travail de Gand

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le règlement de répartition des affaires de la cour du travail de Gand.

Accord de coopération avec la Communauté germanophone en matière d'assistance aux victimes – Troisième lecture

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt et de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé, en troisième lecture, un projet d'accord de coopération avec la Communauté germanophone en matière d'assistance aux victimes et un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération.

Limitation des produits en plastique à usage unique

Sur proposition de la ministre de l'Environnement Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif aux produits en plastique à usage unique.

Entrée en vigueur de la loi modifiant la loi organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux pour réaliser une politique de sécurité intégrée et globale au sein des provinces et de la Région de Bruxelles-Capitale

Sur proposition du ministre de la Justice Paul van Tigchelt et de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un

projet d'arrêté royal concernant l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 2024 modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux pour réaliser une politique de sécurité intégrée et globale au sein des provinces et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Simplification de la procédure d'engagement de prise en charge dans le cadre du court séjour

Sur proposition de la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui prévoit une simplification de la procédure d'engagement de prise en charge et un document simplifié pour les citoyens de l'Union qui ont un travail saisonnier ou des études courtes.

Détermination des pays d'origine sûrs

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib et de la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal établissant la liste des pays d'origine sûrs.

Résolutions modifiant les statuts de banques de développement multilatérales

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem et de la ministre de la Coopération au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi apportant certaines modifications aux statuts de trois banques de développement multilatérales.

Garantie de portefeuille pour la BIRD

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem et de la ministre de la Coopération au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à une garantie de portefeuille au profit de la plateforme mondiale pour les biens publics de la Banque mondiale (BIRD).

Convention générale de coopération entre l'État belge et l'Ukraine

Sur proposition de la ministre de la Coopération au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a approuvé une proposition de convention générale de coopération entre l'État belge et l'Ukraine, et a convenu d'entamer les négociations sur ce texte avec le partenaire ukrainien.

Intervention de Finexpo dans deux demandes de crédits à l'exportation

Sur proposition de la ministre du Commerce extérieur Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur deux demandes de crédits à l'exportation.

Justice : modification concernant l'indexation des indemnités de procédure

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'indexation des indemnités de procédure.

Composition et fonctionnement du comité de concertation de la BAEC

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant les tâches et les modalités de composition et de fonctionnement du comité de concertation de la Banque de données des actes de l'état civil (BAEC).

Énergie : modifications en matière de mécanisme de rémunération de capacité

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal apportant diverses modifications dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité.

Nominations au sein de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal portant désignation de la directrice générale, de la présidente et des membres du conseil d'administration de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFNC).

Exonération lors du calcul de l'allocation aux personnes en situation de handicap

Sur proposition de la ministre chargée de Personnes handicapées Karine Lalieux, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal supprimant l'impact financier négatif de certaines allocations pour les personnes en situation de handicap vivant d'une allocation de remplacement de revenus.

Marché public dans le cadre du programme fédéral d'aide alimentaire

Sur proposition de la ministre de l'Intégration sociale Karine Lalieux, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour l'achat de denrées alimentaires dans le cadre du programme fédéral d'aide alimentaire.

Précision du rôle et actualisation des conditions de nomination des inspecteurs de l'inspection aéroportuaire

Sur proposition du ministre de la Mobilité Georges Gilkinet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal précisant le rôle des inspecteurs de l'inspection aéroportuaire et leur relation

avec la Direction générale du transport aérien (DGTA).

Octroi d'office du droit à l'intervention majorée

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandembroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal instaurant l'octroi d'office du droit à l'intervention majorée pour les chômeurs isolés, les isolés en incapacité de travail et les invalides isolés.

Smoking info, la nouvelle application pour les produits du tabac et de la cigarette électronique en Belgique

Premier moteur de recherche pour les produits du tabac et de la cigarette électronique en Belgique et en Europe, cette application rassemble des informations transparentes, complètes et précises. Elle vise ainsi autant les consommateurs que le secteur marchand.

Mitteilung vom 18.04.2024

L'État belge et les organismes nucléaires fédéraux SCK CEN et IRE signent un contrat de gestion

L'État belge, représenté par le ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, l'IRE, représenté par Philippe Busquin (Président) et Erich Kollegger (Directeur Général) et le SCK CEN, représenté par Derrick-Philippe Gosselin (Président) et Peter Baeten (directeur-générale), ont signé le jeudi 18 avril un contrat de gestion.

Il s'agit de la mise en œuvre de l'accord du gouvernement du 30 septembre 2020 et d'une réponse aux recommandations de la Cours de comptes qui, dans son rapport du 5 octobre 2020, préconisait un meilleur encadrement de l'organisation de la tutelle de l'Etat sur les organismes fédéraux via un contrat de gestion qui préciserait les objectifs ainsi que les droits et obligations des parties.

Évoluer vers des soins de santé guidés par les besoins : temps forts de la conférence de haut niveau belge

Ces 17 et 18 avril, l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS), l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI) et le Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE) organisaient une conférence de haut niveau sur les besoins en matière de soins de santé, moteurs de la politique et de l'innovation dans ce domaine. Cette conférence était organisée dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'UE. L'objectif est d'établir un écosystème de recherche et d'innovation axé sur les besoins de santé les plus prégnants.

Le dépistage du cancer du poumon peut sauver des vies, mais il présente aussi de sérieux inconvénients

De plus en plus de voix s'élèvent pour proposer régulièrement aux personnes à haut risque de cancer du poumon, comme les gros (ex-)fumeurs, un dépistage au moyen d'un CT-scan à faible dose. Les possibilités de traitement et les chances de survie sont en effet nettement meilleures lorsque ce cancer est identifié à un stade précoce. Le Centre Fédéral d'Expertise des soins de santé (KCE) a été chargé de se pencher sur l'efficacité, la sécurité et le rapport coût-efficacité d'un tel dépistage. Il ressort de ses recherches que le dépistage du cancer du poumon présente des avantages et des inconvénients considérables, qui doivent être mûrement pesés par les autorités puis par les personnes à haut risque elles-mêmes. Le dépistage du cancer du poumon peut être coût-efficace si les autorités sont prêtes à déboursier un montant de plus de €20 000 pour le gain d'une année de vie en bonne santé.

Mitteilung vom 17.04.2024

COMMUNIQUE DE PRESSE de la Conférence Interministérielle Santé publique

La Conférence interministérielle (CIM) Santé publique a approuvé les objectifs de santé interfédéraux avec des priorités associées pour les objectifs de santé.

Les objectifs de santé interfédéraux sont considérés comme une boussole importante pour une politique de santé cohérente et résiliente à long terme. L'élaboration de ces objectifs a été intégrée dans l'accord gouvernemental fédéral. Aujourd'hui, la CIM Santé publique a approuvé les objectifs de santé interfédéraux avec des priorités associées pour les objectifs de santé : (1) prolonger la durée de vie en bonne santé ; (2) réduire les inégalités en matière de santé ; et (3) assurer un environnement de vie aussi sain que possible. Ces objectifs de santé sont étroitement liés et ne peuvent être dissociés les uns des autres.



Nichtfinanzielle Sektorkonten – viertes Quartal 2023

Die Sparquote der Haushalte stabilisierte sich im vierten Quartal 2023 und lag für das gesamte vergangene Jahr bei 14,5 %. Die Gewinnspanne der Unternehmen ging leicht zurück und lag 2023 bei 41,9% und damit deutlich unter dem Niveau der beiden Vorjahre. Der gesamtstaatliche Finanzierungssaldo verschlechterte sich und wies für 2023

ein Defizit von 4,4 % des BIP auf.
... [weiter lesen](#) > [Infografik](#)

Verbrauchervertrauen sinkt im April leicht

Die Haushalte zeigten sich wesentlich besorgter über die Entwicklung des Arbeitsmarktes in den nächsten drei Monaten. Ihre Erwartungen hinsichtlich der allgemeinen Wirtschaftslage in Belgien verbesserten sich jedoch etwas, ebenso wie ihre Erwartungen in Bezug auf ihre persönliche Situation.
... [weiter lesen](#) > [Infografik](#)

Starker Anstieg des Haushaltsdefizits im Jahr 2023

Das belgische Haushaltsdefizit ist im Jahr 2023 aufgrund steigender öffentlicher Ausgaben stark auf 4,4 % des BIP angestiegen. Dies war hauptsächlich auf politische Maßnahmen, die Kosten der Bevölkerungsalterung und steigende Zinslasten zurückzuführen. Auch die Schuldenquote stieg an.
... [weiter lesen](#) > [Infografik](#)

Die BNB veröffentlicht den Unternehmensbericht 2023

Wie wirkte sich die hohe Inflation des Jahres 2023 auf die BNB als Zentralbank aus? Auf welche Weise nimmt sie ihre soziale Verantwortung wahr? Dies und vieles mehr können Sie im Unternehmensbericht 2023 nachlesen. ... [weiter lesen](#)

- Verlengen pilootfase ontwikkelen nieuwe mogelijkheden rechtstreeks toegankelijke hulp voor personen met een handicap
- Pleegzorg Vlaanderen vzw: subsidie partnerorganisatie voor pleegzorg
- Psyche vzw: subsidie Expertisenetwerk Parent Infant Mental Health (PIMH)
- Subsidiëring OverKopnetwerken voor de organisatie van OverKophuizen: wijzigingsbesluit
- Wijziging addendum overeenkomst met Psyche vzw: subsidiëring project TANDEM
- Centra voor Geestelijke Gezondheidszorg (CGG): subsidie versterking Veilige Huizen
- Samenwerkingsverbanden '1 Gezin, 1 Plan': subsidie jeugdhulpaanbod Oekraïense vluchtelingengezinnen
- Niet-dringend liggend ziekenvervoer: tijdelijke uitzondering uiterlijke kenmerken ziekenwagens
- Financiering zorg bij gebruik zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat: samenwerkingsakkoord en voorontwerp instemmingsdecreet
- Wijziging procedurebesluit gezondheidsvoorzieningen: erkenning van bepaalde duur voor erkenningen waarvoor een activiteitsnorm geldt, en brandveiligheidsattest
- Centra voor algemeen welzijnswerk (CAW): subsidie VIA-6-middelen voor koopkracht
- Wijzigingsbesluit Centra Algemeen Welzijnswerk: aandacht voor slachtoffers terroristisch misdrijf geëxpliciteerd in hulpaanbod
- Elektronische monitoring minderjarigen
- Strategische Adviesraad voor Landbouw en Visserij (SALV): vervanging leden
- Wijziging uitvoeringsbesluit decreet integratie en inburgeringsbeleid: verwerking persoonsgegevens en verplichte inburgering bedienaars erediens
- Vlaamse advies- en beleidsparticipatieraad van personen met een handicap NOOZO vzw: subsidie werkjaar 2024
- Regiovorming: uitstel intergemeentelijke samenwerking voor bovenlokaal sportbeleid
- Hogeschool West-Vlaanderen (Howest): erkenning opleiding 'Bachelor in sustainable energy management'
- Kaderovereenkomst 2024-2028 stichting Leerpunt
- Waarborgen van toereikende wettelijke minimumlonen voor het personeel van het onderwijs: gedeeltelijke omzetting Europese Richtlijn
- Personeelsregelgeving onderwijs: wijziging diverse besluiten



Vlaamse Regering

Ministerraad van 19 april 2024

- Algemene vergadering en bestuur vzw Concertgebouw Brugge: voordracht voorzitter
- Opstart opdracht digitalisering van (bestuurs)documenten
- Oprichting Single Digital Gateway: samenwerkingsakkoord en ontwerp van instemmingsdecreet
- Modernisering hr-beleid Vlaamse overheid: wijziging agentschapsspecifieke besluiten
- Opstart en uitvoering van fase 2 van het vastgoedplatform (VIP)
- Opbouw minimale bezettingsgraad centra voor dagverzorging: wijzigingsbesluit
- Organisatie initiatief rookstopbegeleiding
- Subsidie onlinehulpverlening centrum geestelijke gezondheidszorg Kempen 2024
- Initiatief bewegen op verwijzing: verwerking persoonsgegevens

- Thomas More Mechelen-Antwerpen: erkenning nieuwe opleiding 'Bachelor in de maatschappelijke veiligheid'
- Beheersovereenkomst Stichting 'Canon Van Vlaanderen': verspreiden en consolideren initiatief 'Canon van Vlaanderen' 1 mei 2024 tot en met 30 april 2029
- Actualisering besluit oprichting Agentschap Justitie en Handhaving
- Wijziging besluit lage-emissiezones (LEZ): regeling old-timers
- Strategische Adviesraad Ruimtelijke Ordening – Onroerend Erfgoed (SARO): pensionering secretaris en aanstelling waarnemend secretaris
- Voorontwerp van decreet over de gegevensverwerking en -uitwisseling bij emissie monitoring van wegvoertuigen
- Afschaffen constructie 'samengestelde landbouwer': overgangsregeling
- Opleidings- en ervaringsvereisten bepaalde personeelsleden Agentschap voor Maritieme Dienstverlening en Kust (MDK): wijzigingsbesluit
- Toelating specifieke detectiemiddelen en voorwaarden om misdrijven en inbreuken op Scheepvaartdecreet vast te stellen
- Koninklijk besluit procedure adviesvraag en openbaar onderzoek spoorwegpolitie en wijze van bekendmaking beslissing infrastructuurbeheerder: standpuntbepaling
- Koninklijk besluit over verzameling gegevens verplaatsingen tussen woon- en werkplaats: standpuntbepaling
- Gewijzigd koninklijk besluit gemeentelijke administratieve sancties voor overtredingen stilstaan en parkeren en verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen: standpuntbepaling
- Technische keuring voertuigen: wijzigingsbesluit
- De Werkvennootschap (DWV): wijziging statuten
- Toekenning steun voor ecologie-uitgaven ondernemingen
- Toekenning van strategische ecologiesteun aan Etablissements Franz Colruyt nv in Halle
- Wijziging waarborgregeling kleine, middelgrote en grote ondernemingen
- Wijziging uitvoeringsbesluit bij decreet over ad-hocwaarborgen voor ondernemingen en voor financieringsfondsen en kredietportefeuilles
- Toekenning van strategische transformatiesteun aan Ciner Glass Belgium nv in Lommel
- Goedkeuring Addendum aan Brownfieldconvenant 57. Ninove – Burchtdam
- Goedkeuring Addendum 2 aan Brownfieldconvenant 119. Oudenaarde – site Alvey
- Goedkeuring Addendum aan Brownfieldconvenant 43. Comet Site Mechelen
- Raad van bestuur FINLAB nv: voordracht lid
- Samenwerkingsovereenkomst Fonds Wetenschappelijk Onderzoek – Vlaanderen (FWO): herverdelingsbesluit en inwerkingtreding besluit toekenning doctoraatsbeurzen
- Wijziging VDAB-besluit en besluit dat de leerjobs regelt: actualisering
- Lokale besturen: werkingssubsidie organisatie aanvullend lokaal dienstenaanbod
- Wijziging uitvoeringsbesluit bij decreet over maatwerk bij collectieve inschakeling: optimaliseren doorstroomtrajecten
- Paardenpunt Vlaanderen vzw: werkingssubsidie 2024
- Machtiging lokale overheden om preventieve maatregelen te nemen tegen uitbraak bacterievuur bij fruit- en bomenkweek
- Raad van bestuur van Limburgse Reconvertie-maatschappij nv (LRM): voordracht onafhankelijke bestuurder
- Bekrachtiging en afkondiging decreet operationalisering Vlaamse Nutsregulator
- Bekrachtiging en afkondiging decreet gegevensverwerking en -uitwisseling door Toerisme Vlaanderen
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van het Energiedecreet
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet statuut Universiteit Hasselt en Hoge Raad voor het Hoger Onderwijs in Limburg
- Bekrachtiging en afkondiging decreet vrijwillige samenvoeging van gemeenten Bilzen en Hoeselt
- Bekrachtiging en afkondiging decreet vrijwillige samenvoeging van gemeenten Borgloon en Tongeren
- Bekrachtiging en afkondiging decreet vrijwillige samenvoeging van gemeenten Lokeren en Moerbeke
- Bekrachtiging en afkondiging decreet vrijwillige samenvoeging van gemeenten Ruiselede en Wingene
- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet overeenkomst met Verenigd Koninkrijk over betaalde werkzaamheden gezinsleden personeel diplomatieke missies en consulaire posten
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet jeugd delinquentierecht: verjaringstermijnen, kortverblijf gemeenschapsinstelling en elektronische monitoring in fase voorlopige rechtspleging
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet uitvoering aanbevelingen parlementaire onderzoekscmissie veiligheid in kinderopvang

- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot regeling van de overheidsbrede invordering van niet-fiscale schuldvorderingen door de Vlaamse Belastingdienst
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot wijziging Vlaamse Codex Fiscaliteit (VCF) en andere decreten: bescherming verwerking persoonsgegevens natuurlijke personen
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot wijziging Mediadecreet met het oog op de bescherming van persoonsgegevens en het in lijn brengen met het Wetboek van vennootschappen en verenigingen
- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet DAB+-zendmastenakkoord
- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet samenwerkingsakkoord Tax Shelter audiovisuele en podiumwerken
- Bekrachtiging en afkondiging decreet dienstencheques: verwerking persoonsgegevens
- Bekrachtiging en afkondiging onderwijsdecreet XXXIV
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten De Pinte en Nazareth
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Antwerpen en Borsbeek
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Beveren, Kruike en Zwijndrecht
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Galmaarden, Gooik en Herne
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Ham en Tessenlo
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Hasselt en Kortesse
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Lochristi en Wachtebeke
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Melle en Merelbeke
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot vrijwillige samenvoeging gemeenten Meulebeke en Tielt
- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet zetelakkoord Intergovernmental Authority on Development (IGAD)
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over activering leefloongerechtigden via verplichte inschrijving bij de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB)

- Bekrachtiging en afkondiging decreet project MER-screening
- Bekrachtiging en afkondiging decreet ammoniakemissiereducerende maatregelen
- Bekrachtiging en afkondiging decreet woonreservegebieden

Mededelingen

- Handhavingsrapport Onroerend Erfgoed 2023
- Beleidsimpactevaluatiestudie uitvoering EFRO-programma 2014-2020
- Comité voor Kleinhandel: vervanging leden
- Schriftelijke vraag van 28 maart 2024 van Maurits Vande Reyde, gesteld aan alle Vlaamse ministers, betreffende "Automobieliindustrie – Steun"
- Grondwettelijk Hof: rolnummer 7962
- Actualisatie van het Charter van Audit Vlaanderen en van het Charter van de auditcomités van de Vlaamse administratie en de lokale besturen
- Lijst van beroepskwalificaties waarvoor EVC-trajecten worden uitgewerkt
- Deelname van Vlaams minister-president Jan Jambon aan de industriemissie te Frankrijk (22-25 april 2024): programma
- Versterking van de reguliere werking van de agentschappen integratie en inburgering en het Huis van het Nederlands Brussel voor de aanpak van de Oekraïne crisis in 2024
- Schriftelijke vraag van 9 april 2024 van Maxim Veys, gesteld aan meerdere Vlaamse ministers, betreffende "Droogte – Schadedossiers"
- Schriftelijke vraag van 11 april 2024 van Carmen Ryheul, gesteld aan meerdere Vlaamse ministers, betreffende "ETCH-pleidooi voor ondergronds hoogspanningsnetwerk op gelijkstroom – Impact op Ventilus"
- Defensiegerelateerde industrie in Vlaanderen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 19.04.2024

Plan de relance - Projet Fast-Track : la Wallonie va rendre son administration plus « entreprises friendly »

Sur proposition du Ministre de l'Économie, Willy BORSUS, et dans le cadre du Plan de Relance, le Gouvernement de Wallonie lance une phase pilote de la procédure de simplification administrative, Fast-Track, pour les projets stratégiques d'entreprises. Il met aussi en place une série de mesures

rapides visant à faire de l'administration wallonne un partenaire fort des entreprises.

Plan de relance - Le Gouvernement de Wallonie intensifie son soutien au commerce de proximité

Sous l'impulsion du Ministre de l'Économie, Willy BORSUS, le Gouvernement de Wallonie intensifie son engagement, au travers du Plan Horizon Proximité, visant à revitaliser les cœurs de nos villes et de nos villages.

Pêche en Wallonie : de nouvelles dispositions de simplification pour correspondre davantage à la réalité piscicole

Sur proposition du Ministre de la Pêche Willy BORSUS, le Gouvernement a décidé de nouvelles dispositions pour la pêche afin de répondre à la demande du secteur. Par ailleurs, un projet relatif au repoissonnement va être prochainement soumis au Gouvernement wallon. Le Ministre est également ravi d'annoncer que l'accès au Lac de la Plate Taille est ouvert depuis le 8 avril.

Plan de relance - Réseaux de chaleur : les 12 lauréats sont connus !

Le Gouvernement de Wallonie vient d'approuver la liste des lauréats de l'appel à projets en faveur des réseaux de chaleur renouvelable. Lancé en octobre dernier à l'initiative du ministre de l'Énergie et du Climat Philippe Henry, l'appel couvrait un montant total de 30 millions d'euros issus du Plan de relance wallon.

Les réseaux de chaleur ont la capacité de distribuer à grande échelle de l'énergie thermique renouvelable ou fatale, pour assurer le chauffage des locaux, la production d'eau chaude et même l'énergie de processus industriel ou de services nécessitant une température basse. Ils doivent jouer un rôle crucial dans la trajectoire de décarbonation de la Wallonie.

Certificats verts : la Wallonie se positionne à l'horizon 2030 et la facture des ménages s'allègera dès 2025

Le Gouvernement de Wallonie, sur proposition du ministre de l'Énergie et du Climat Philippe Henry, a approuvé ce jour en 2e lecture un projet d'arrêté qui définit les nouvelles enveloppes de certificats verts jusque mars 2028 et les niveaux de quotas de certificats verts jusque 2032.

Reconnaissance des activités scientifiques pour le personnel des services scientifiques wallons : nouvelles opportunités de carrière et de compétences

Le Gouvernement de Wallonie a approuvé, en lecture définitive, à l'initiative de la Ministre de la Fonction publique, Valérie De Bue, et du Ministre Président, Elio Di Rupo, du Ministre de l'Agriculture, Willy Borsus, et de la Ministre de l'Environnement

Céline Tellier, la reconnaissance du caractère scientifique des activités exercées par les membres du personnel de la Région wallonne qui n'ont pas cette reconnaissance à l'heure actuelle au sein des services scientifiques wallons.

Plan de relance - Equiper les logements sociaux de panneaux solaires/pompes à chaleur

Le Gouvernement approuve la mise en œuvre du programme REPowerEU de déploiement d'unités de production d'énergie décarbonée par installation photovoltaïque et par pompe à chaleur sur le parc de logements d'utilité publique.

Près de 28 millions d'euros € sont destinés aux travaux à proprement parlé et 971.250 € destinés à l'accompagnement social.

Mesures de soutien pour la remise en état locatif rapide des logements inoccupés des Sociétés de Logement de Service Public

Le Gouvernement wallon approuve la répartition via un droit de tirage, d'une mesure de soutien pour la remise en état locatif rapide des logements inoccupés des Sociétés de Logement de Service Public.

Objectif : Ce programme devrait permettre de remettre en état locatif quelques 166 logements du parc de logements publics.

La pérennisation du parc locatif social wallon est un défi prégnant pour les Sociétés de Logement de Service Public. En effet, l'évolution constante des normes et la vétusté grandissante du parc, requiert des travaux en permanence.

Plan de relance - Appel à projets « Forêt résiliente » : clap, 4e !

Lancement de la 4e édition de l'appel à projets « Forêt résiliente » ! Son objectif : rendre les forêts wallonnes plus robustes face aux dérèglements climatiques et répondre à la crise de la biodiversité. Au vu des bons résultats des éditions précédentes, le programme « Forêt résiliente » est reconduit pour une année supplémentaire dans le cadre du Plan de Relance de la Wallonie.

Plan de relance - Zéro Déchet : de nouvelles aides pour les communes wallonnes

Sur proposition de la Ministre de l'Environnement Céline Tellier, et dans le cadre du Plan de Relance, le Gouvernement de Wallonie réaffirme son soutien au Zéro Déchet par le biais de subventions visant à accompagner les communes en matière de transition vers le Zéro Déchet.

Faire plus de place à la nature, y compris au sein des entreprises

Comme partout ailleurs dans le monde, la biodiversité est en péril en Wallonie. Pourtant, la nature fournit des services essentiels à notre survie, dont

dépend également l'activité économique. C'est pourquoi le Gouvernement wallon, à l'initiative de la Ministre de la Nature Céline Tellier, lance un appel à projets à destination des entreprises et zones d'activité économique wallonnes visant à stimuler et valoriser les efforts du secteur en matière de protection et de restauration de la biodiversité.

La Wallonie renforce la coopération entre les agriculteurs et les associations environnementales pour une meilleure gestion des réserves naturelles

Actuellement, la gestion d'une grande partie des réserves naturelles constituées de milieux dit "ouverts" (comme les prairies) est confiée à des agriculteurs, qui sont des partenaires essentiels pour préserver ce type de milieu. Afin de pérenniser la collaboration avec les agriculteurs dans la durée pour une gestion adéquate de ces milieux sensibles, le Gouvernement de Wallonie, sous l'impulsion de la Ministre de la Nature, Céline Tellier, a adopté de nouvelles dispositions pour revoir les contrats qui régissent la mise à disposition de ces terrains.

Les résultats mettent en lumière des réalités bien différentes pour les hommes et pour les femmes. ... [lire plus](#)



Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

Dynamiques régionales N°16 : Evaluer les politiques locales en Wallonie

Ce numéro de Dynamiques régionales se penche sur l'évaluation des politiques publiques niveau local, celui le plus proche des citoyens.

Les quatre articles de ce numéro de Dynamiques régionales démontrent la capacité des évaluations et de la communauté évaluative à, d'une part, faire face avec créativité et méthode à la diversité des politiques et des contextes et, d'autre part, à répondre à des finalités tant démocratiques que de soutien stratégique et opérationnel. ... [lire plus](#)

Violence à l'égard des femmes et autres formes de violence interpersonnelle

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) et Statistiek Vlaanderen publient aujourd'hui un rapport d'analyse des résultats belges de l'enquête européenne sur la violence à l'égard des femmes et d'autres formes de violence interpersonnelle.

Cette enquête a été réalisée entre juillet 2021 et août 2022 auprès d'un échantillon représentatif de la population belge âgée de 18 à 74 ans (environ 5.800 personnes).

Europa und regionale Zusammenarbeit



Belgische EU Ratspräsidentschaft

Am Freitag, dem 12. April, gaben der Premierminister und die Ministerin für europäische Angelegenheiten eine Pressekonferenz zur Halbzeit des belgischen Vorsitzes im Rat der EU.

„vergeht wie im Flug, wenn man Spaß hat“, eröffnete die Ministerin für europäische Angelegenheiten die Pressekonferenz. Gleichzeitig steht der Vorsitz unter großem Druck, so viele Gesetzgebungsverfahren wie möglich abzuschließen und die zahlreichen Herausforderungen dieser Legislaturperiode zu bewältigen, wie z. B. die Reaktion auf geopolitische Ereignisse. „Wir haben uns vor vier Monaten verpflichtet, Fortschritte zu machen, und wir haben dieses Versprechen gehalten.“

Schützen, stärken, vorausschauen

Der belgische Vorsitz im Rat der EU hat zwei große Aufgaben: so viele Dossiers wie möglich vor den Wahlen zum Europäischen Parlament vom 6. bis 9. Juni abzuschließen und einen Beitrag zur neuen [strategischen Agenda 2024-2029](#) zu leisten, um die EU auf die nächsten fünf Jahre vorzubereiten.

Belgien hat in den letzten Monaten seinem Ruf als Verhandlungs- und Vermittlungspartner alle Ehre gemacht. Im Vorfeld wurden 60 Dossiers identifiziert, die zu einer Einigung führen könnten: Der belgische Vorsitz hat bereits 67 Vereinbarungen mit dem Europäischen Parlament geschlossen. Dies hat alle Erwartungen übertroffen. Darüber hinaus hat der belgische Vorsitz eine ganze Reihe von Dossiers abgeschlossen, für die sein Vorgänger, der spanische Vorsitz, eine vorläufige politische Einigung erzielt hat.

Start des Strategiepapiers 'Globale Bürgerbildung' 22. April 2024, Brüssel

Der belgische Vorsitz im Rat der EU misst der Bildung und der internationalen Zusammenarbeit große Bedeutung bei. In diesem Zusammenhang kommt die Erziehung zur Weltbürgerschaft ins Spiel, die sich an der Schnittstelle zwischen beiden befindet, die ebenso eine direkte Verbindung mit der Politikkohärenz im Bereich Entwicklung, Kultur, Jugend und Weiterbildung hat.

Sie wird in der [Europäischen Erklärung zur Erziehung zur Weltbürgerschaft bis 2050](#), die 2022 in Dublin verabschiedet wurde, wie folgt definiert: „Die Erziehung zur Weltbürgerschaft ist eine Bildung, die Menschen dazu befähigt, kritisch über die Welt und ihren Platz darin nachzudenken; ihre Augen, ihr Herz und ihren Geist für die Realität der Welt auf lokaler und globaler Ebene zu öffnen. Sie gibt den Menschen die Mittel und die Macht, zu verstehen, sich vorzustellen, zu hoffen und zu handeln, um eine Welt zu schaffen, die aus sozialer Gerechtigkeit und Klimagerechtigkeit, Frieden, Solidarität, Fairness und Gleichheit, der Erhaltung des Planeten und internationalem Verständnis besteht. Sie beinhaltet die Achtung der Menschenrechte und der Vielfalt, Inklusion und ein menschenwürdiges Leben für alle, jetzt und in der Zukunft. Die Erziehung zur Weltbürgerschaft umfasst ein breites Spektrum an Bildungsangeboten: formell, nicht formell und informell; während des gesamten Lebens und in allen Bereichen. Wir halten sie für entscheidend für die transformative Kraft der Bildung und für die Transformation der Bildung.“

Die Veranstaltung am 22. April wird die Bedeutung der Erziehung zur Weltbürgerschaft innerhalb der internationalen Zusammenarbeit hervorheben.

Die belgische Ministerin für internationale Zusammenarbeit, Caroline Gennez, wird die Veranstaltung eröffnen und das Strategiepapier vorstellen. Verschiedene Erfahrungsberichte werden die Auswirkungen der Erziehung zur Weltbürgerschaft veranschaulichen. Belgische und europäische Akteure werden auf die Bedeutung dieses Papiers auf ihrer Ebene reagieren. Expertinnen und Experten für internationale Beziehungen, Wirtschaft, Inklusion und Weltbürgerschaft werden die Grenzen der gegenwärtigen Paradigmen und die möglichen und notwendigen Alternativen für eine gerechte und nachhaltige Welt diskutieren. Schließlich wird die Veranstaltung mit einem Empfang abgeschlossen.

Diese Veranstaltung wird hybrid sein. Die Anzahl der Plätze in der Präsenzveranstaltung ist begrenzt, jedoch ist sie für jedermann online zugänglich.

Auf dem Weg zu gesundheitlicher Chancengleichheit: starke Systeme, allgemeine Versorgung und soziale Teilhabe 23 April 2024, Mechelen

Die internationale Gemeinschaft steht vor einer großen Herausforderung, wenn sie das SDG 3.8 erreichen möchte, das eine flächendeckende Gesundheitsversorgung (Universal Health Coverage, UHC) vorsieht, d. h. dass alle Menschen ohne finanzielle Not Zugang zum gesamten Spektrum der von ihnen benötigten qualitativ hochwertigen Gesundheitsdienstleistungen haben, wann und wo sie diese benötigen.

Sowohl auf multilateraler als auch auf regionaler Ebene ist ein Bewusstsein für die Dringlichkeit erforderlich!

Die Europäische Union (EU) ist ein Förderer von UHC und nimmt bei der Stärkung der nationalen Gesundheitssysteme eine globale Führungsrolle ein. Dieses Engagement ist in der neuen globalen Gesundheitsstrategie der EU (2022) verankert, deren Priorität die folgenden politischen Maßnahmen sind:

- Verbesserung der Gesundheit und des Wohlbefindens der Menschen im gesamten Lebensverlauf
- Stärkung der Gesundheitssysteme und Förderung der allgemeinen Gesundheitsversorgung, einschließlich politischer Ziele zur Ausweitung des Zugangs zu einem Basispaket an Gesundheitsdiensten, Förderung von Investitionen in die Gesundheitssysteme und Unterstützung der sozialen Teilhabe an Gesundheitsprozessen.
- Verhinderung und Bekämpfung von Gesundheitsgefahren, einschließlich Pandemien, unter Anwendung eines One-Health-Konzepts

Gemeinsam mit verschiedenen Akteuren im Bereich der globalen Gesundheit werden wir den Weg für stärkere Gesundheitssysteme und eine flächendeckende Gesundheitsversorgung ebnen. Diese Konferenz bietet eine wertvolle Gelegenheit, konkrete Empfehlungen für die Umsetzung der globalen Gesundheitsstrategie der EU zu entwickeln und die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Akteuren im Bereich der globalen Gesundheit zu erleichtern.

Diese Veranstaltung des belgischen Vorsitizes im Rat der EU wird gemeinsam mit den belgischen Akteuren der Entwicklungszusammenarbeit – [Enabel](#) und [Be-cause Health](#) – organisiert. Sie wird **200 politische Entscheidungstragende, akademische Sachverständige und Vertretende der Zivilgesellschaft** aus Europa und Afrika versammeln. Darüber hinaus werden auf der Veranstaltung hochkarätige Hauptrednerinnen und -redner, renommierte Führungspersonlichkeiten auf dem Gebiet der globalen Gesundheit, wertvolle Einblicke und Fachwissen vermitteln.



Europäische Parlament

Activities organised by the Parliament of the EU Council Presidency, the Hungarian Parliament

Interparliamentary meetings with national Parliaments

28 - 29 July

Hungarian Presidency Meeting
COSAC Chairpersons meeting
Budapest

9 - 10 September

25th Interparliamentary Conference on Common Foreign and Security Policy and Common Security and Defence Policy (IPC CFSP/CSDP)
Budapest

3 - 4 October

Interparliamentary Conference on Stability, Economic Coordination and Governance in the European Union (Conference under Article 13 of the Treaty on Stability, Coordination and Governance in the Economic and Monetary Union) (IPC SECG)
Budapest

27 - 29 October

Hungarian Presidency Meeting
LXXII COSAC Plenary meeting
Budapest

12 November

15th Meeting of the Joint Parliamentary Scrutiny Group on Europol pursuant to Article 88 TFEU and the Europol Regulation (EU) 2016/794 LIBE EP, Brussels



Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

Regionen und Städte drängen darauf, die Wohnungskrise vor Ort zu lösen

18. April 2024

Europa leidet aufgrund von Verstädterung und durch die demografische Entwicklung unter einer Wohnungskrise, und den lokalen Gebietskörperschaften fällt es schwer, erschwinglichen Wohnraum bereitzustellen, während die Renovierungsquoten nach wie vor niedrig sind. Die Regionen und Städte fordern eine EU-Agenda für den Wohnungsbau und drängen auf eine bessere politische Koordinierung und finanzielle Unterstützung für Initiativen im Bereich des sozialen Wohnungsbaus. Zu den Empfehlungen der Stellungnahme von Andres Jaadla (EE/Renew Europe), Mitglied des Stadtrats von Rakvere, die auf der Plenartagung des Europäischen Ausschusses der Regionen (AdR) am 17. April verabschiedet wurde, gehört darüber hinaus eine nachhaltige Architektur.

Fachkräftemangel: Regionen und Städte wollen mehr Auszubildende und Praktikanten in Bewegung

Die Mitglieder des Europäischen Ausschusses der Regionen (AdR) sprachen sich dafür aus, die für 2030 gesetzten Ziele für die Teilnahme von Lernenden und Auszubildenden in der beruflichen Bildung an internationalen Programmen zur Lernmobilität zu erhöhen. In einer Reihe von Empfehlun-

gen, die auf der Plenartagung am 18. April angenommen wurden, betonten sie, dass die Zusammenarbeit der lokalen und regionalen Gebietskörperschaften der Schlüssel zur Verbesserung der Mobilität von Kompetenzen und Talenten und zur Befähigung der Union für den grünen und digitalen Wandel ist.

Regionen wollen eine sicherere Fahrradinfrastruktur, um die Dekarbonisierung des Verkehrs zu beschleunigen

Eine stärkere Verbreitung des Fahrrads erfordert mehr Investitionen in die Sicherheit und eine effizientere Infrastruktur, einschließlich separater Radwege, strenger Geschwindigkeitsbegrenzungen und einer besseren Durchsetzung der Verkehrsregeln. Dies ist die wichtigste Empfehlung der Regionen und Städte, die in der von Arianna Censi (IT/SPE), stellvertretende Bürgermeisterin für Mobilität im Stadtrat von Mailand, ausgearbeiteten Stellungnahme enthalten ist, die auf der Plenartagung des Europäischen Ausschusses der Regionen (AdR) am 17. April verabschiedet wurde.

Lokale und regionale Entscheidungsträger fordern angemessene Mittel zur Förderung der Kinderrechte

Da jedes vierte Kind in der EU von Armut und sozialer Ausgrenzung bedroht ist, haben die führenden Vertreter der lokalen und regionalen Gebietskörperschaften auf der Plenartagung des Europäischen Ausschusses der Regionen am 18. April ihre Empfehlungen zur Gewährleistung kostenloser Bildung, Kinderbetreuung, Schulkantinen und Gesundheitsversorgung für bedürftige Kinder in der gesamten EU angenommen. Sie forderten, dass die lokalen und regionalen Gebietskörperschaften direkten Zugang zu EU-Mitteln erhalten sollten, um diese Ziele vor Ort zu erreichen.

Belgisches Staatsblatt



N. 82 vom 17. April 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
13. DEZEMBER 2023 — **Dekret zur Zustimmung zur Konvention Nummer 205 des Europarats über den Zugang zu amtlichen Dokumenten, geschehen zu Tromso am 18. Juni 2009**, S. [43664](#).

N. 84 vom 19. April 2024 (s. Anlage)

Öffentlicher Dienst der Wallonie
10. JANUAR 2024 — **Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. November 2023 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Zusammenarbeit im Bereich der Familienleistungen** — Addendum, S. [44771](#).

N. 85 vom 22. April 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
25. MÄRZ 2024 — **Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. November 2023 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet**, S. [45052](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
27. JUNI 2023 — **Erlass der Regierung zur Festlegung der Liste der Studiengänge, Lehr- und Meistervolontariatsprogramme und Studienrichtungen des Regelsekundarschulwesens, die auf eine Tätigkeit in einem Mangelberuf vorbereiten**, S. [45054](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Öffentlicher Dienst der Wallonie
9. NOVEMBER 2023 — **Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet**, S. [45116](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 84 vom 19. April 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
5. DEZEMBER 2023 — **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 10. November 2006 über die Öffnungszeiten in Handel, Handwerk und im Dienstleistungsbereich** — Deutsche Übersetzung, S. [44382](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
9. FEBRUAR 2024 — **Ministerieller Erlass zur Festlegung der den Mitgliedern und Mitarbeitern der Hauptwahlvorstände gewährten Entschädigungen** — Deutsche Übersetzung, S. [44400](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
19. MÄRZ 2024 — **Ministerieller Erlass zum Verbot der Verwendung bestimmter Listenkürzel für die Wahlen des Europäischen Parlaments, der Abgeordnetenkammer und der Regional- und Gemeinschaftsparlamente vom 9. Juni 2024** — Deutsche Übersetzung, S. [44401](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie
5. MÄRZ 2023 — **Königlicher Erlass zur Abänderung bestimmter Teile der Bücher 1, 2 und 3, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 8. September 2019 zur Festlegung von Buch 1 über elektrische Niederspannungs- und Kleinspannungsanlagen, von Buch 2 über elektrische Hochspannungsanlagen und von Buch 3 über Anlagen für die Übertragung und Verteilung elektrischer Energie** — Deutsche Übersetzung, S. [44552](#).

N. 87 vom 23. April 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
2. FEBRUAR 2021 — **Gesetz zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Wirtschaft** — Deutsche Übersetzung, S. [45251](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
21. JUNI 2021 — **Programmgesetz** — Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [45254](#).

43664

BELGISCH STAATSBLAD — 17.04.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202118]

13. DEZEMBER 2023 — Dekret zur Zustimmung zur Konvention Nummer 205 des Europarats über den Zugang zu amtlichen Dokumenten, geschehen zu Tromsø am 18. Juni 2009 (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024
 Nummerierte Dokumente: 300 (2023-2024)
 Nr. 1 Dekretentwurf 300 (2023-2024)
 Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text
 Ausführlicher Bericht: 13. Dezember 2023 - Nr. 67 Diskussion und Abstimmung

BELGISCH STAATSBLAD — 19.04.2024 — MONITEUR BELGE

44771

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/003766]

10. JANUAR 2024 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. November 2023 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Zusammenarbeit im Bereich der Familienleistungen — Addendum

Das oben genannte Dekret, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. April 2024 auf Seite 40777 veröffentlicht wurde, wird durch den folgenden Anhang ergänzt:

“ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE – MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

Präambel

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 § 1 IV;

In Erwägung des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird und des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

In Erwägung des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4 § 2;

In Erwägung des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen;

In Erwägung des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. April 2018 über die Familienleistungen; haben die Wallonische Region, vertreten durch den Ministerpräsidenten und die Ministerin für Öffentlichen Dienst, Informatik, Verwaltungsvereinfachung, Kindergeld, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit;

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;

Folgendes vereinbart:

Bestimmungen

Artikel 1 - Bei der Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens und nur in diesem Rahmen versteht man unter:

1° Familienleistungen: die in Artikel 5 § 1 IV des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Leistungen;

2° Agentur: die wallonische Agentur für die Gesundheit, die soziale Sicherheit, die Behinderung und die Familien erwähnt in Artikel 2 Wallonisches Gesetzbuch für soziale Aktion und Gesundheit

3° Ministerium: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 2 - § 1. Die Agentur verwaltet eine Informatikanwendung, die sie dem Ministerium zur Verfügung stellt, die im Hinblick auf die Feststellung des Anrechts auf Familienleistungen dazu dient:

1° Doppelzahlungen von Familienleistungen zu vermeiden mittels einer Datenbank, die eine bestimmte Anzahl von Basisdaten der Familienleistungsakte enthält, nämlich die Zahlungsperioden, die Integrationsperioden, die Geburtsprämie, die Adoptionsprämie und die Identifikationsdaten der Akteure der Akte gemäß Artikel 3 § 2 Nummer 1;

2° Zugang auf das in Artikel 2 Absatz 1 Nummer 9 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Netzwerk zu geben, um personenbezogene Daten bei den Informationsanbietern zu suchen oder personenbezogene Daten von diesen Anbietern weiterzuleiten.

§ 2. Die Agentur bewahrt die Daten, die automatisch von den authentischen Quellen verteilt werden und nicht mehr durch Abfrage bei diesen authentischen Quellen verfügbar sind, für einen Zeitraum von zwei Jahren auf. Diese Daten stehen den Kindergeldkassen, der Agentur und dem Ministerium über ein Abfragetool zur Verfügung.

Art. 3 - § 1. Die Verarbeitung personenbezogener Daten ist auf die in Artikel 2 genannten Zwecke beschränkt.

Die Integrität, die Vertraulichkeit und die Proportionalität der Daten der Bevölkerung, die Anrecht auf Familienleistungen eröffnen können, werden dadurch gewährleistet, dass die Agentur die persönlichen Daten nur an das Ministerium und die wallonischen Kindergeldeinrichtungen sendet, die für die Verarbeitung der Information zuständig sind, und dies in dem strikten Maße, wie es für die Anwendung des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. April 2018 über die Familienleistungen und des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen notwendig ist.

§ 2. Die Agentur und das Ministerium verarbeiten im Rahmen ihrer Aufgaben in diesem Abkommen die folgenden Kategorien personenbezogener Daten:

1° für das Kind, den Empfänger und den Sozialversicherten im Sinne des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Angliederungsfaktoren, der Verwaltung der Altlasten, des Datenaustausches im Bereich der Familienleistungen und der Bedingungen für die Zuständigkeitsübertragung zwischen den Kindergeldkassen:

a) die Identifikationsdaten: der Name, der Vorname, der gesetzliche Wohnsitz, die Erkennungsnummer des Nationalregisters und die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank erwähnt in Artikel 8 § 1 Nummer 2 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, den Geburtsort und das Geburtsdatum, das Geschlecht, der Zivilstand, die Staatsangehörigkeit, das Todesdatum;

b) die Haushaltszusammensetzung: die Personen, die den Haushalt bilden im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nummer 9 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen.

2° für das Kind:

a) die Ausbildungssituation und die berufsständische Situation, um das Anrecht des volljährigen Kindes festzustellen;

b) das Waisenstatut, um das Anrecht auf einen Waisenzuschlag festzustellen;

c) das Anrecht auf die erhöhte Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung gemäß Artikel 37 § 19 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, um das Anrecht auf einen Sozialzuschlag festzustellen;

3° für den Empfänger: die Kontonummer, die der Empfänger mitteilt, um den Kontoinhaber zu überprüfen

4° für den Sozialversicherten im Sinne des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017: Daten über die berufsständische Situation gemäß dem Anhang dieses Abkommens, um die zuständige Gebietskörperschaft festzustellen und um die Zuständigkeit der Staaten in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 883/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit oder in Anwendung von bilateralen Abkommen über die soziale Sicherheit festzustellen.

§ 3. Die personenbezogenen Daten werden durch die Personalmitglieder der Agentur verarbeitet, die die in Artikel 2 erwähnte Anwendung verwalten, insofern dies für die in Artikel 2 erwähnten Zwecke notwendig ist.

Die wallonischen Kindergeldeinrichtungen, die Agentur und das Ministerium verarbeiten die Daten der betroffenen Personen in der Zuständigkeit der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, um Doppelzahlungen zu vermeiden, wie in Artikel 2 § 1 Nummer 1 erwähnt.

Das Ministerium hat für die betroffenen Personen, für die es zuständig ist, Zugang zum in Artikel 2 § 1 Nummer 2 erwähnten Netzwerk und zu den in Artikel 2 § 2 erwähnten aufbewahrten Daten, um das Anrecht auf Familienleistungen festzustellen.

Das Abfragen der Daten wird durch persönliche Zugriffsrechte geregelt, die jedem Benutzer der Anwendung gewährt werden, abhängig von der Einrichtung, in der er seine Funktion ausübt und abhängig von der Funktion, die er in dieser Einrichtung ausführt.

§ 4. Die in § 2 aufgeführten personenbezogenen Daten werden durch die Agentur zehn Jahre ab dem Datum der Beendigung der Integration der Familienleistungsakte in der Datenbank der IT-Anwendung aufbewahrt.

§ 5. Die Agentur ist der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Paragraf 2 erwähnten personenbezogenen Daten durch die in Artikel 2 erwähnte Informatikanwendung.

Das Ministerium und jede wallonische Kindergeldeinrichtung sind der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Paragraf 2 erwähnten personenbezogenen Daten, die sie über diese Anwendung verarbeiten.

Art. 4 - Die Agentur und das Ministerium treffen sich mindestens einmal im Jahr sowie auf Antrag einer der Parteien, um ihre Zusammenarbeit zu bewerten.

Die Agentur informiert das Ministerium so schnell wie möglich über jede Änderung, die an der in Artikel 2 genannten Anwendung vorgenommen werden wird, wenn diese Änderung Auswirkungen auf die Nutzung der Anwendung durch das Ministerium haben.

Im Falle von Meinungsverschiedenheiten zwischen der Agentur und dem Ministerium über die Anwendung dieses Abkommens wird eine Vermittlung zwischen der Agentur und dem Ministerium organisiert.

Art. 5 - Die Agentur stellt dem Ministerium die laufende Verwaltung und Wartung der in Artikel 2 genannten Anwendung kostenlos zur Verfügung.

Die Agentur stellt dem Ministerium die Entwicklungskosten für von dem Ministerium verlangte spezifische Entwicklungen, die die Agentur nicht betreffen, in Rechnung.

Art. 6 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. September 2023 in Kraft und gilt für eine unbefristete Zeit.

Die Kündigung dieses Abkommens bedarf einer Kündigungsfrist von einem Jahr, die der anderen Gebietskörperschaft schriftlich mitgeteilt werden muss. Die Kündigung erfolgt am 1. Januar des Jahres, das auf den Ablauf der Kündigungsfrist folgt.

Die Vertragsparteien verpflichten sich, während der Kündigungsfrist weiterhin die erforderliche Zusammenarbeit zu gewährleisten.

Ausgestellt in 2 Exemplaren, Namur, den 16. November 2023

Ministerpräsident der Wallonischen Region

E. DI RUPO

Ministerin für öffentlichen Dienst, Verwaltungsvereinfachung,
Kindergeld, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden
und Finanzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

O. PAASCH

Vize-Ministerpräsident, Minister der für Gesundheit
und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

A. ANTONIADIS ».

45052

BELGISCH STAATSBLAD — 22.04.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202099]

25. MÄRZ 2024 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. November 2023 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Nummerierte Dokumente: 330 (2023-2024)

Nr. 1 Dekretentwurf 330 (2023-2024)

Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 25. März 2024 - Nr. 71 Diskussion und Abstimmung

45054

BELGISCH STAATSBLAD — 22.04.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/201019]

27. JUNI 2023 — Erlass der Regierung zur Festlegung der Liste der Studiengänge, Lehr- und Meistervolontariatsprogramme und Studienrichtungen des Regelsekundarschulwesens, die auf eine Tätigkeit in einem Mangelberuf vorbereiten

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen, Artikel 3 § 1 Absatz 2;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. AHS: die Autonome Hochschule im Sinne von Artikel 1.1 des Dekrets vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule;

2. IAWM: das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen im Sinne von Artikel 15 des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

3. Medizinstudium: die ärztliche Grundausbildung gemäß Artikel 24 der EU-Richtlinie, die an einer staatlich anerkannten Hochschuleinrichtung innerhalb der Europäischen Union, eines anderen Vertragsstaats des Europäischen Wirtschaftsraums oder der Schweiz absolviert wird;

4. Zahnmedizin: die zahnärztliche Grundausbildung gemäß Artikel 34 der EU-Richtlinie, die an einer staatlich anerkannten Hochschuleinrichtung innerhalb der Europäischen Union, eines anderen Vertragsstaats des Europäischen Wirtschaftsraums oder der Schweiz absolviert wird;

5. EU-Richtlinie: die Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen.

Art. 2 - Personenbezeichnungen im vorliegenden Erlass gelten für alle Geschlechter.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 3 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen geben folgende Studiengänge, Lehr- und Meistervolontariatsprogramme und Studienrichtungen des Regelsekundarschulwesens, organisiert durch die nachfolgenden Bildungseinrichtungen, Anrecht auf ein zinsloses Darlehen für den Erstantrag im Schuljahr 2023-2024:

1. Lehrprogramme, die das IAWM anbietet:

- 1.1. Anstreicher und Tapezierer
- 1.2. Automobil Fachverkäufer
- 1.3. Automobil Serviceberater
- 1.4. Autozubehörhändler
- 1.5. Bäcker-Konditor
- 1.6. Bauklempner (Zusatzjahr)
- 1.7. Baum- und Pflanzenzüchter
- 1.8. Bauschreiner
- 1.9. Dachdecker
- 1.10. Einzelhändler
- 1.11. Elektroinstallateur
- 1.12. Elektrowickler
- 1.13. Fachinformatiker
- 1.14. Fahrradmechaniker
- 1.15. Fliesenleger
- 1.16. Florist
- 1.17. Foodmaker
- 1.18. Garten- und Landschaftsbauer
- 1.19. Gärtner
- 1.20. Gemüsegärtner
- 1.21. Gießereimechaniker
- 1.22. Glaser
- 1.23. Goldschmied
- 1.24. Heizungsinstallateur
- 1.25. Hersteller von Holzmöbeln
- 1.26. Hersteller von Kleinmöbeln und Holzobjekten
- 1.27. Hersteller von Leuchtreklame
- 1.28. Hersteller von Rahmen, Fenster und Türen aus Alu und PVC
- 1.29. Holzbauer (Zusatzjahr)
- 1.30. Holzsäger
- 1.31. Hufschmied
- 1.32. Industrieelektriker
- 1.33. Installateur von sanitären Anlagen
- 1.34. Kältetechniker
- 1.35. Karosseriereparateur
- 1.36. KFZ-Mechatronik
- 1.37. Küchenfachkraft
- 1.38. Kunstschmied
- 1.39. Lagerfachkraft und Lagerlogistiker
- 1.40. Landwirt
- 1.41. LKW-Mechaniker
- 1.42. Maschinenschlosser (Industriemechaniker)
- 1.43. Maschinenschlosser (Zerspannungstechniker)
- 1.44. Maurer
- 1.45. Mediengestalter
- 1.46. Metallbauer
- 1.47. Metzger-Fleischer
- 1.48. Möbelschreiner
- 1.49. Monteure und Reparateure von Diebstahlsicherungssystemen
- 1.50. Motorradmechaniker
- 1.51. Optiker
- 1.52. Orgelbauer
- 1.53. Orthopädienschuhmacher
- 1.54. Parkettverleger
- 1.55. Radio- und Fernsehtechniker
- 1.56. Reifenfachkraft
- 1.57. Restaurateur
- 1.58. Restaurator antiker Möbel
- 1.59. Rohrklempner

- 1.60. Speditionskaufmann
- 1.61. Sport- und Fitnesskaufmann
- 1.62. Steinmetz und Marmorbearbeiter
- 1.63. Straßenbauer
- 1.64. Techniker in Bild und Ton
- 1.65. Technischer Produktdesigner
- 1.66. Tourismuskaufleute
- 1.67. Traktoren, Land- und Gartenmaschinenmechaniker
- 1.68. Verfahrensmechaniker
- 1.69. Verkäufer
- 1.70. Verputzer
- 1.71. Wartungstechniker für Haushalt- und Elektrogeräte
- 1.72. Zahntechniker

2. Duale Bachelor, die das IAWM anbietet:

- 2.1. Buchhalter
- 2.2. Public and Business Administration
- 2.3. Versicherungsmakler

3. Studiengänge, die die AHS anbietet:

- 3.1. Bachelor in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften
- 3.2. Bachelor Lehramt Kindergarten
- 3.3. Bachelor Lehramt Primarschule
- 3.4. Brevet in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften
- 3.5. Brückenstudium
- 3.6. Brückenstudium Plus

4. Medizinstudium und Zahnmedizinstudium

5. Studienrichtungen des Sekundarschulwesens:

- 5.1 Robert-Schuman-Institut
 - a) Betreuung für Kindergemeinschaften
 - b) Bürowesen und Verwaltungsinformatik
 - c) CNC-Technik: Digital gesteuerte Werkzeugmaschinen (Mechanik)
 - d) CNC-Technik: Digital gesteuerte Werkzeugmaschinen (Schreinerei)
 - e) Feinkost
 - f) Pflegehelfer
- 5.2. Bischöfliches Institut Büllingen
 - a) Bürokaufleute
- 5.3. Bischöfliche Schule - Technisches Institut Sankt Vith
 - a) Holztechnik: Innenausbau und Gestaltung
 - b) KFZ-Mechatronik
 - c) Landwirtschaft
- 5.4. Maria-Goretti-Sekundarschule
 - a) Pflegehilfe
 - b) Verwaltung und Geschäftsführung

Art. 4 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Juli 2023 in Kraft.

Art. 5 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 27. Juni 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:
Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH
Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung
L. KLINKENBERG

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT
UND ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/202098]

9. NOVEMBER 2023 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet

Aufgrund der Artikel 39 und 139 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 6 § 1 VIII. Nummer 4 und 92bis § 1, zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 30. Juli 2018;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Wallonischen Region vom 27. Mai 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1 Absatz 1 Nummer 1/1, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1 Absatz 1 Nummer 1.1, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2014;

In Erwägung der Gutachten 59.753/2/V vom 17. August 2016 und 59.365/4 vom 30. Mai 2016 des Staatsrats welche die Empfehlung aussprechen, im Rahmen gleichzeitiger Wahlen ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen, um die Modalitäten für die Durchführung der Provinzial- und Gemeindewahlen auf dem Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft festzulegen;

In Erwägung des am 17. März 2021 von den für die lokalen Behörden zuständigen Ministern der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft gefassten Beschlusses, ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Modalitäten für die Durchführung der Provinzial- und Gemeindewahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet auszuarbeiten;

In Erwägung der Tatsache, dass die Modalitäten für die Durchführung der Provinzial- und Gemeindewahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet einvernehmlich festzulegen sind;

Die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in Person des Ministerpräsidenten und in Person des Ministers für lokale Behörden,

und

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Person des Ministerpräsidenten, zuständig für die lokalen Behörden,

vereinbaren Folgendes:

KAPITEL I — Grundsätze

Artikel 1 - § 1 - Gegenstand des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sind die Modalitäten für die Durchführung der gleichzeitigen Provinzial- und Gemeindewahlen, die von der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet gemeinsam abgehalten werden.

Absatz 1 ist anwendbar unbeschadet der Zuständigkeit der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, jede für ihren Teil, für die Regelung:

1. der inhaltlichen Bestimmungen, die auf die Provinzial- und Gemeindewahlen anwendbar sind und nicht die Durchführung der gleichzeitigen Wahlen im engeren Sinne gemäß Absatz 1 betreffen,
2. der Überprüfung der Kandidaten insbesondere hinsichtlich der Kontrolle der Wahlausgaben, unbeschadet des Artikels 7,
3. der Einsprüche gegen die Provinzial- oder Gemeindewahlen.

§ 2 - Wenn sich infolge eines oder mehrerer Einsprüche gegen die Wahlen gemäß § 1 die Durchführung neuer gleichzeitiger Provinzial- und Gemeindewahlen auf dem deutschen Sprachgebiet als notwendig erweist, werden diese ebenfalls durch die Wallonische Region und die Deutschsprachige Gemeinschaft gemäß den Modalitäten dieses Zusammenarbeitsabkommens gemeinsam durchgeführt.

Art. 2 - Die gleichzeitigen Provinzial- und Gemeindewahlen auf dem deutschen Sprachgebiet gemäß Artikel 1 werden als elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung durchgeführt.

Bei diesen Wahlen ist das Buch I des vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, hiernach "Kodex" genannt, unter Berücksichtigung der in diesem Zusammenarbeitsabkommen vorgesehenen Anpassungen unbeschadet des Artikels 1 § 1 Absatz 2 anwendbar.

KAPITEL II — Allgemeine Modalitäten

Art. 3 - Die Regierungsermächtigungen gemäß den Artikeln L4112-9 Absatz 1, L4121-3 § 6 Absatz 5, L4122-7 §§ 2 und 3 Absatz 1, L4122-8 § 2 und 3, L4123-1 § 3, L4124-1 § 6 Absatz 1, L4125-1 § 5, L4125-5 § 7 Absatz 4, L4131-4 § 1 Absatz 5, L4132-1 § 1 Nummer 2 Absatz 3, Nummer 4 Absätze 2 und 4, § 3 Absatz 1 und § 5, L4134-1 § 8, L4135-6, L4141-1, L4141-3 Absatz 1, L4142-37 § 2, L4143-3 § 2 Absatz 1, L4143-4 § 1 Absatz 2 und L4143-20 § 2 Absatz 5 des Kodex werden in gegenseitigem Einverständnis von der Wallonischen Regierung und von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgeführt.

Art. 4 - § 1 - Die Entscheidungen gemäß Artikel L4122-4 § 2 Absätze 1 und 2 des Kodex werden gemeinsam von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft getroffen.

Kommt es hinsichtlich der Aufteilung der Wähler in Sektionen und der Bestimmung der Wahllokale gemäß Artikel L4123-1 § 2 des Kodex zu keiner Übereinstimmung zwischen dem Gemeindegremium und dem Provinzgouverneur oder dem von ihm bestimmten Beamten, wird die Entscheidung gemeinsam durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft getroffen.

Die in Artikel L4124-1 § 2 des Kodex erwähnte Veröffentlichung der Mitteilung und die in Artikel L4125-10 § 1 des Kodex erwähnte Übermittlung der Anweisungen werden gemeinsam von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgenommen.

Die Ausstellung der Legitimationskarten an die Personen, die am Wahltag zu den Wahllokalen zugelassen werden, um einen technischen Beistand für das in Artikel 10 erwähnte elektronische Wahlsystem zu leisten, wird von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgenommen.

§ 2 - Die Wallonische Regierung oder ihr Beauftragter und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihr Beauftragter melden jeweils die eventuellen Mehrfachkandidaturen gemäß Artikel L4142-17 Absatz 1 des Kodex.

Die Datenverarbeitung gemäß den Artikeln L4141-3 und L4142-17 Absatz 2 des Kodex erfolgt unter der jeweiligen Kontrolle und Verantwortung der Wallonischen Regierung oder ihres Beauftragten und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihres Beauftragten.

Art. 5 - § 1 - Bei der Übermittlung von Dokumenten oder Informationen an die Regierung oder an ihren Beauftragten gemäß den Artikeln L4122-4 § § 1 und 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 2, L4123-2 § 3, L4125-1 § 6, L4142-17 Absatz 1 und L4142-24 ab initio des Kodex wird gleichzeitig eine Kopie an die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder an ihren Beauftragten übermittelt.

§ 2 - Die Wallonische Regierung oder ihr Beauftragter und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihr Beauftragter können jeweils die Übermittlung von Teilergebnissen gemäß Artikel L4112-21 § 1 des Kodex beantragen.

Art. 6 - Sofern sie die Gemeindewahlen betreffen, werden die in den Artikeln L4122-4 § 3 Absatz 1, L4123-1 § 2 Absatz 1, L4123-2 § 4 und L4143-3 § 2 Absatz 2 des Kodex erwähnten Aufgaben des Provinzgouverneurs gemäß den Anweisungen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgeführt.

Art. 7 - § 1 - Wenn eine Person gleichzeitig für die Provinzial- und Gemeindewahlen kandidiert, erfolgt die Überprüfung dieses Kandidaten insbesondere hinsichtlich der Kontrolle der Wahlausgaben ausschließlich durch die regionale Kontrollkommission der Wallonischen Region gemäß den Modalitäten des Kodex.

§ 2 - Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft übermittelt einen Bericht über die Wahlausgaben der Gemeindewahlkandidaten an den Präsidenten des Gerichts erster Instanz in Namur, damit er diesen in seinen Bericht gemäß Artikel L4131-2 des Kodex aufnehmen kann.

Art. 8 - Alle Kosten im Zusammenhang mit der Entscheidung für das elektronische Wahlsystem mit Papierbescheinigung, welche die Kosten einer Papierwahl übersteigen, sind ausschließlich von der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu tragen, die Kosten der Validierung und eventueller Einsprüche inbegriffen.

Die Kosten einer Papierwahl entsprechen dem Betrag, den die Wallonische Region dem Dienstleister zahlt, der das Papier für die Herstellung der Stimmzettel aller Wahlkreise auf dem französischen Sprachgebiet liefert.

Spätestens am 30. Mai des Jahres nach den in Artikel 2 Absatz 1 erwähnten Wahlen überweist die Wallonische Region der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Betrag, welcher der Anzahl der auf dem deutschen Sprachgebiet zu den Provinzialwahlen zugelassenen Wähler multipliziert mit den Kosten einer Papierwahl pro Wähler auf dem französischen Sprachgebiet entspricht.

KAPITEL III — Modalitäten zur Nutzung der elektronischen Wahl mit Papierbescheinigung

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 9 - Die Wallonische Region und die Deutschsprachige Gemeinschaft beschließen durch den Abschluss des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, dass für Wahlkreise, die Wahlkantone und Gemeinden, die sich im deutschen Sprachgebiet befinden, bei den Provinzial- und Gemeindewahlen ein elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung benutzt wird.

Art. 10 - § 1 - Ein elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung umfasst pro Wahlbüro:

1. eine elektronische Urne mit einem Scanner und einem automatischen Schließsystem am Schlitz der Urne,
2. mehrere Wahlcomputer, die jeweils mit einem Berührungsbildschirm, einem Drucker für die Stimmzettel und einem Chipkartenleser ausgestattet sind,
3. einen Computer für den Vorsitzenden mit einer Einheit zur Initialisierung der Chipkarten,
4. einen Barcodeleser für die Visualisierung des Inhalts des Barcodes durch den Wähler,
5. Chipkarten.

Jede Wahlkabine ist mit einem Wahlcomputer ausgestattet.

In jedem Wahlbüro befindet sich in mindestens einer Wahlkabine neben einem Wahlcomputer auch ein Barcodeleser für die Visualisierung des Inhalts des Barcodes durch den Wähler.

Jedes Wahlbüro verfügt über einen Wartebereich, der mindestens einen Meter von der Urne entfernt ist.

Darüber hinaus verfügt jeder Kantons- und jeder Gemeindevorstand über ein oder mehrere elektronische Systeme zur Totalisierung der Stimmen, die in den von diesem Wahlvorstand abhängenden Wahlbüros abgegeben werden.

§ 2 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmen in gegenseitigem Einverständnis die Regeln, nach denen die Kandidaten und Listen auf den Bildschirmen der Wahlcomputer präsentiert werden.

Die elektronischen Wahlsysteme mit Papierbescheinigung, die elektronischen Systeme zur Totalisierung der Stimmen und die in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Wahlprogramme dürfen nur benutzt werden, wenn sie den in gegenseitigem Einverständnis von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen entsprechen, wobei diese Bedingungen zumindest die Zuverlässigkeit und Sicherheit des Systems und das Stimmgeheimnis gewährleisten.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft stellen diese Übereinstimmung nach Stellungnahme der Prüfstelle fest, die zu diesem Zweck von ihnen zugelassen worden ist.

Die Stellungnahme der zugelassenen Prüfstelle wird veröffentlicht.

Art. 11 - § 1 - Die Modalitäten zum Ankauf sowie zum Unterhalt und zur Lagerung des in Artikel 10 § 1 erwähnten Systems werden von der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Für den Ankauf, den Unterhalt und die Lagerung der elektronischen Systeme zur Totalisierung auf Ebene der Wahlkantone werden die Modalitäten durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, gegebenenfalls mit den betroffenen Gemeinden, in einer Bestimmung festgelegt.

§ 2 - Die Wahlprogramme, Sicherheitscodes, Chipkarten, das spezifische Wahlpapier, das für den Ausdruck der Stimmzettel notwendig ist, und die Datenträger werden von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder von ihrem Beauftragten bereitgestellt.

Die Chipkarten, das Wahlpapier aus den Druckern oder das nicht verwendete Wahlpapier werden mit Angabe ihrer Herkunft in den Räumen der Gemeindeverwaltung aufbewahrt. Die in der Urne vorgefundenen Stimmzettel, die aufgrund von Artikel 20 § 2 zurückgenommenen Stimmzettel und die benutzten Datenträger werden mit Angabe ihrer Herkunft so lange bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz aufbewahrt, bis die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist.

Art. 12 - § 1 - Die folgenden Wahlkosten werden zur Hälfte von den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets und zur Hälfte von der Provinz Lüttich getragen:

1. Anwesenheitsgelder, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände unter den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis festgelegten Bedingungen Anspruch erheben können;

2. Entschädigungen für Fahrtkosten, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände unter den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis festgelegten Bedingungen Anspruch erheben können;

3. Fahrtkosten, die von Wählern eingereicht werden, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, unter den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis festgelegten Bedingungen;

4. Versicherungsprämien zur Deckung von körperlichen Schäden, die durch Unfälle von Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes entstehen;

5. das Material für die Wahlbürovorstände.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen die Modalitäten der Deckung der in Absatz 1 Nummer 4 erwähnten Risiken in gegenseitigem Einverständnis fest.

§ 2 - Die Trennwände und Pulte gehen zu Lasten der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets, die sie entsprechend den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis genehmigten Mustern bereitstellen.

§ 3 - Unbeschadet des Artikels 8, werden alle anderen Wahlkosten zur Hälfte von den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets und zur Hälfte von der Provinz Lüttich getragen.

Art. 13 - Die Provinz Lüttich gewährt den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets den Vorschuss für die in Artikel 12 § 1 Absatz 1 Nummern 2, 3 und 4 erwähnten Wahlkosten und richtet anschließend die entsprechenden Rückforderungen an jede Gemeinde.

Die Auszahlung der in Artikel 12 § 1 Absatz 1 Nummer 1 erwähnten Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der Gemeinde- und Wahlbürovorstände erfolgt in Form eines Vorschusses durch das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Dieses richtet anschließend die entsprechenden Rückforderungen an die Provinz und an jede Gemeinde.

Art. 14 - § 1 - Bei der Wahl der Mitglieder der Provinzial- und Gemeinderäte können die Parlamente der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft jeweils einen ordentlichen und einen stellvertretenden Sachverständigen bestimmen. Diese Personen bilden das Sachverständigenkollegium.

§ 2 - Bei den Wahlen kontrollieren die in § 1 erwähnten Sachverständigen die Benutzung und das reibungslose Funktionieren aller elektronischen Wahl-, Registrierungs- und Zählsysteme und die Verfahren in Bezug auf die Herstellung, Verteilung und Benutzung der Apparate, Programme und elektronischen Datenträger. Die Sachverständigen erhalten das Material sowie alle Daten, Auskünfte und Informationen, die für eine Kontrolle der elektronischen Wahl-, Registrierungs- und Zählsysteme zweckdienlich sind.

Sie können insbesondere die Zuverlässigkeit der Programme der Wahlcomputer, die genaue Übertragung der abgegebenen Stimmen durch die elektronische Urne, die Totalisierung der abgegebenen Stimmen und das optische Lesen der abgegebenen Stimmen überprüfen.

Sie führen diese Kontrolle ab dem vierzigsten Tag vor der Wahl, am Wahltag selbst und nach der Wahl bis zur Hinterlegung des in § 3 erwähnten Berichtes aus.

§ 3 - Spätestens zehn Tage nach Abschluss der Wahl und auf jeden Fall vor Gültigkeitserklärung der Wahl, übermitteln die Sachverständigen der wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie dem wallonischen Parlament und dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Bericht. In ihrem Bericht können unter anderem Empfehlungen in Bezug auf Material und Programme, die benutzt wurden, enthalten sein.

§ 4 - Die Sachverständigen unterliegen der Geheimhaltungspflicht. Jede Verletzung der Geheimhaltungspflicht wird gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches bestraft.

Abschnitt 2 — Elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung

Art. 15 - Jede Wahlkabine des Wahlbüros ist mit einem Wahlcomputer ausgestattet.

Art. 16 - § 1 - Bevor der Wähler sich in die Wahlkabine begibt, erhält er aus den Händen des Vorsitzenden des Wahlvorstandes oder des von diesem bestimmten Beisitzers eine Chipkarte, die zuvor vom Vorsitzenden oder Beisitzer initialisiert worden ist und mit der der Wähler pro Wahl, zu der er aufgefordert worden ist, einmal seine Stimme abgeben kann.

§ 2 - Zwecks Stimmabgabe führt der Wähler erst die Chipkarte in den dafür vorgesehenen Kartenleser des in der Wahlkabine installierten Wahlcomputers ein.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen in gegenseitigem Einverständnis die Reihenfolge fest, in der die Stimmabgaben erfolgen müssen.

Wenn die am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten dem Wähler die Wahl der Sprache für die Wahlrichtungen lassen, dann wird dieser zuerst aufgefordert diese Wahl zu tätigen; diese ist, nach Bestätigung, definitiv für die Gesamtheit der Wahlrichtungen.

§ 3 - In allen Fällen erscheinen die laufende Nummer und das Listenkürzel aller Kandidatenlisten auf dem Bildschirm.

Indem er auf den Berührungsbildschirm drückt, gibt der Wähler die Liste seiner Wahl an. Indem er weiß wählt, kann er ebenfalls angeben, dass er keiner der vorgeschlagenen Listen seine Stimme geben möchte.

Nachdem der Wähler eine Liste gewählt hat, erscheinen für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten, denen eine laufende Nummer vorangestellt ist, auf dem Bildschirm.

Der Wähler gibt seine Stimme ab, indem er auf dem Berührungsbildschirm:

1. auf das Feld am Kopf der Liste drückt, wenn er mit der Vorschlagsreihenfolge der Kandidaten einverstanden ist;
2. auf die Felder neben dem Namen eines oder mehrerer Kandidaten derselben Liste drückt.

§ 4 - Nachdem der Wähler seine Stimme gemäß § 3 abgegeben hat, wird er um Bestätigung gebeten. Mit dieser Bestätigung ist die Stimmabgabe des Wählers für die betreffende Wahl abgeschlossen. Solange der Wähler seine Stimmabgabe nicht bestätigt hat, kann er diesen Wahlvorgang wiederholen.

§ 5 - Gegebenenfalls wird der Wähler danach durch eine Bildschirmanzeige aufgefordert, seine Stimme gemäß demselben Verfahren für die nächste Wahl abzugeben.

Art. 17 - § 1 - Nachdem der Wähler für alle Wahlen seine Stimme abgegeben hat, wird ein Stimmzettel ausgedruckt und dem Wähler zur Verfügung gestellt.

§ 2 - In ein und demselben Wahlkreis müssen die Abmessungen des ausgedruckten Stimmzettels ungeachtet der Stimmabgabe des Wählers vollkommen gleich sein.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen in gegenseitigem Einverständnis diese Abmessungen für jeden Wahlkreis sowie die auf dem Stimmzettel gedruckten Angaben fest.

§ 3 - Der ausgedruckte Stimmzettel umfasst zwei Teile:

1. einen Teil, auf dem die Stimmabgabe des Wählers als zweidimensionaler Barcode vermerkt ist;
2. einen Teil, auf dem die Stimmabgabe des Wählers gegebenenfalls für jede Wahl in schriftlicher Form vermerkt ist.

Der Teil mit dem schriftlichen Vermerk des ausgedruckten Stimmzettels ist nur für Kontroll- und Auditzwecke bestimmt.

§ 4 - Dann faltet der Wähler seinen Stimmzettel gleichmäßig und sorgfältig in der Mitte mit der bedruckten Seite nach innen, um das Wahlgeheimnis zu wahren.

Der Wahlvorstand achtet auf die Wahrung des Wahlgeheimnisses.

§ 5 - Der Wähler nimmt die Chipkarte aus dem dafür vorgesehenen Kartenleser heraus. Weder auf dem Wahlcomputer noch auf der Chipkarte werden Daten in Bezug auf die Stimmabgabe bewahrt.

Art. 18 - Der Wähler hat die Möglichkeit, anhand eines spezifischen Lesegeräts, das ihm zur Verfügung steht, den in Artikel 17 § 3 Absatz 1 Nummer 1 erwähnten Barcode auf einem Bildschirm zu visualisieren. Somit sieht er, ob der Inhalt dieses Barcodes der Stimmabgabe entspricht, die er für jede Wahl auf dem Bildschirm gemacht hat und die in schriftlicher Form auf dem Stimmzettel vermerkt ist.

Die Visualisierung erfolgt in der Reihenfolge, in der die Stimmen abgegeben worden sind. Bei dieser Visualisierung kann der Wähler seine Stimmabgabe nicht mehr ändern.

Art. 19 - Der Wähler, der Schwierigkeiten bei der Stimmabgabe hat, darf sich von der Person seiner Wahl gemäß den in Artikel L4133-2 des Kodex festgelegten Modalitäten begleiten lassen.

Mangels einer Entscheidung für einen Begleiter seiner Wahl darf sich der Wähler, der Schwierigkeiten bei der Stimmabgabe hat, vom Vorsitzenden oder von einem anderen von diesem bestimmten Wahlvorstandsmitglied beistehen lassen, unter Ausschluss der Zeugen oder jeder anderen Person.

Wenn der Vorsitzende oder ein anderes Wahlvorstandsmitglied das tatsächliche Vorhandensein dieser Schwierigkeiten anzweifelt, entscheidet der Vorstand, und sein mit Gründen versehener Beschluss wird im Protokoll vermerkt.

Art. 20 - § 1 - Nachdem der Wähler seine Stimme abgegeben hat, verlässt er die Wahlkabine und begibt sich mit seinem Stimmzettel, der noch immer wie in Artikel 17 § 4 Absatz 1 erwähnt in der Mitte gefaltet ist, zur Urne.

Befindet sich bereits ein anderer Wähler vor der Urne, um dort seinen Stimmzettel einzuspeichern, muss der Wähler in dem in Artikel 10 § 1 Absatz 4 erwähnten Wartebereich warten.

Anschließend händigt der Wähler dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes oder dem von diesem bestimmten Beisitzer die Chipkarte aus, scannt den Barcode seines Stimmzettels und steckt den Stimmzettel nach Öffnung des automatischen Schließsystems in den Schlitz der Urne.

§ 2 - Der Stimmzettel wird für ungültig erklärt:

1. wenn der Wähler seinen Stimmzettel beim Verlassen der Wahlkabine so auffaltet, dass zu erkennen ist, wie er gewählt hat;
2. wenn der Wähler außen auf seinem Stimmzettel Markierungen oder Eintragungen angebracht hat;
3. wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Fehlverhaltens den ihm ausgehändigten Stimmzettel beschädigt hat;
4. wenn aus irgendeinem technischen Grund das Ausdrucken des Stimmzettels sich ganz oder zum Teil als unmöglich erweist;
5. wenn der Wähler bei einer Visualisierung des Inhalts des Barcodes auf dem Bildschirm gemäß Artikel 18 feststellt, dass es einen Unterschied zwischen dieser Visualisierung auf dem Bildschirm und dem Vermerk der Stimmabgabe so wie auf dem Stimmzettel abgedruckt gibt;
6. wenn der Barcode nicht durch die elektronische Urne gelesen werden kann.

In den in Absatz 1 Nummern 1 bis 3 erwähnten Fällen kann die Ungültigkeitserklärung nach einem entsprechenden Beschluss des Wahlvorstandes ausgesprochen werden.

In den in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer neuen Chipkarte zu wiederholen. Auch wenn ein Wähler vor seiner Stimmabgabe die ihm ausgehändigte Chipkarte versehentlich beschädigt hat, erhält er eine neue Chipkarte.

Der Vorsitzende vermerkt auf den in Ausführung von Absatz 1 zurückgenommenen gefalteten Stimmzetteln den Hinweis "Zurückgenommener Stimmzettel" und paraphiert sie.

Art. 21 - § 1 - Nach Abschluss der Wahl sorgt der Vorsitzende des Wahlbürovorstandes dafür, dass keine weiteren Stimmabgaben von der Wahlapparatur registriert werden können. Die Daten in Bezug auf die Stimmabgabe werden immer auf zwei Datenträger gespeichert.

Die Stimmzettel kommen anschließend in einen Umschlag oder einen dafür angepassten Träger, der versiegelt wird. Die Aufschrift dieses Umschlags gibt den Inhalt, das Datum der Wahl, das Wahlbüro und den Wahlkanton an. Der Umschlag wird auf der Rückseite vom Vorsitzenden, von den Vorstandsmitgliedern und von den Zeugen, sofern diese es wünschen, unterzeichnet.

Die Daten in Bezug auf die Stimmabgabe eines Wahlbüros dürfen nicht bekannt gemacht werden.

§ 2 - Zwei Datenträger werden erstellt, und zwar ein Original, das für den Kantonsvorstand bestimmt ist, und ein Original das für den Gemeindevorstand bestimmt ist.

Das für den Kantonsvorstand bestimmte Original gilt gleichzeitig als Kopie für den Gemeindevorstand und andersherum, falls das Lesen des für ihn aufgrund von Absatz 1 bestimmten Originals Schwierigkeiten bereiten sollte.

Art. 22 - Die Datenträger und der Kernzifferbericht, der die Sicherheitsangaben beinhaltet, kommen in einen Umschlag, dessen Aufschrift den Inhalt, das Datum der Wahl, das Wahlbüro und den Wahlkanton angibt. Der Umschlag wird versiegelt und auf der Rückseite vom Vorsitzenden, von den Wahlvorstandsmitgliedern und von den Zeugen, sofern diese es wünschen, unterzeichnet.

Art. 23 - Das Protokoll des Wahlbürovorstandes wird während der Sitzung aufgestellt. Pro Wahl wird die Anzahl registrierter Stimmabgaben, die Anzahl anwesender Wähler und die Anzahl Stimmzettel, die aufgrund von Artikel 20 § 2 zurückgenommen wurden, angegeben.

Weiter werden im Protokoll eventuelle Schwierigkeiten und Vorfälle während der Wahlverrichtungen vermerkt. Aufgrund von Artikel 20 § 2 zurückgenommene Stimmzettel kommen in einem versiegelten Umschlag, der dem Protokoll beigelegt wird.

Die Chipkarten und das Wahlpapier, das sich noch in den Wahldruckern befindet oder nicht verwendet wurde, werden nach Abschluss der Wahlvorgänge von einem vom Gemeindegremium der Gemeinde bestimmten Verantwortlichen eingesammelt.

Art. 24 - Das Protokoll, die beigelegten Umschläge, den Umschlag mit den in der Urne vorgefundenen Stimmzetteln und die Datenträger übergibt der Vorsitzende des Wahlbürovorstandes unverzüglich und gegen Empfangsbescheinigung dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes, ausgenommen den Umschlag mit dem Original des Datenträgers, das für den Vorsitzenden des Gemeindevorstandes bestimmt ist, welcher dem Vorsitzenden dieses Wahlvorstandes von dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes oder einem von diesem bestimmten Beisitzer gegen Empfangsbescheinigung übergeben wird.

Abschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für die Stimmabgabe

Art. 25 - In Wahlbüros mit elektronischem Wahlsystem mit Papierbescheinigung:

1. können in Abweichung von Artikel L4123-1 § 1 des Kodex die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis die Anzahl Wähler pro Wahlsektion erhöhen, ohne die Grenze von 2.000 Wählern zu überschreiten;

2. können in Abweichung von Artikel L4143-3 § 1 des Kodex die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis die Anzahl Wähler pro Wahlkabine erhöhen, ohne die Grenze von 300 Wählern zu überschreiten;

3. bestehen in Abweichung von Artikel L4125-1 § 1 des Kodex die Wahlbürovorstände neben dem Vorsitzenden und dem Sekretär, aus fünf Beisitzern und fünf Ersatzbeisitzern sowie, auf Anfrage des Vorsitzenden, aus einem beigeordneten Sekretär, der Erfahrung im Informatikbereich aufweist;

4. werden in Abweichung von Artikel L4143-20 § 1 Absätze 1 und 2 des Kodex die Öffnungszeiten der Wahlbüros bis 15 Uhr verlängert.

In dem in Absatz 1 Nummer 3 erwähnten Fall finden die Bestimmungen der Artikel L4143-6 und L4168-9 des Kodex Anwendung auf den beigeordneten Sekretär.

In dem in Absatz 1 Nummer 4 erwähnten Fall werden die Anweisungen für die Wähler in gegenseitigem Einverständnis durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft angepasst. Die Anwesenheitsgelder des Vorsitzenden und der anderen Mitglieder dieser Wahlvorstände werden um fünfzig Prozent erhöht.

Art. 26 - In Wahlbüros mit elektronischem Wahlsystem mit Papierbescheinigung werden vor Öffnung des Wahlbüros für die Wähler folgende Verrichtungen vorgenommen:

1. Der Vorsitzende überprüft, ob der Kasten der Urne, der für die Aufnahme der durch die Wahlcomputer ausgedruckten Stimmzettel bestimmt ist, leer ist, und er versiegelt die Urne.

2. Der Vorsitzende überprüft auf dem in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nummer 3 erwähnten Computer, ob der Zähler der Anzahl registrierter Stimmabgaben auf Null steht.

3. Der Vorsitzende oder die Mitglieder des Wahlbürovorstandes nehmen ihre Stimmabgabe vor, indem sie darauf achten, mindestens einmal jeden Wahlcomputer zu verwenden. Sie überprüfen anschließend den Inhalt ihres ausgedruckten Stimmzettels anhand des in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nummer 4 erwähnten Barcodelesers, der sich in einer der Wahlkabinen befindet. Nach erfolgreicher Überprüfung scannen sie ihren Stimmzettel gemäß Artikel 20 § 1 anhand der elektronischen Urne und stecken ihn in den Schlitz der Urne. Die Durchführung dieses Vorgangs und die Beobachtungen werden im Protokoll vermerkt.

Neben den für die betreffende Wahl vorgeschriebenen Unterlagen wird ein Exemplar des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens im Wahlbüro zur Verfügung der Wähler ausgelegt. In jedem Wahlbüro werden für jede der Wahlen alle Kandidatenlisten an einer zu diesem Zweck vorgesehenen Tafel angeschlagen. Diese Listen werden ebenfalls in jeder Wahlkabine ausgehängt.

Abschnitt 4 — Verrichtungen vor der Wahl

Art. 27 - § 1 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft entwickeln in gegenseitigem Einverständnis die für die Wahlvorstände der Wahlkreise, die Wahlvorstände der Kantone und die Wahlbürovorstände bestimmten Wahlprogramme.

In der Woche nach dem Wahltag werden die Wahlprogramme auf der Internetseite der Wallonischen Regierung und auf der der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft veröffentlicht. Diese Veröffentlichung, die keine Sicherheitsangaben enthält, bleibt während sechs Monaten nach der Wahl verfügbar.

§ 2 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft entwickeln in gegenseitigem Einverständnis eine Anwendung zur Durchführung der in Artikel L4141-3 des Kodex erwähnten digitalen Kodierungsvorgänge und stellen sie den Vorsitzenden der Wahlvorstände der Wahlkreise und den Vorsitzenden der Kantonsvorstände zur Verfügung.

Art. 28 - § 1 - Unmittelbar nach dem endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten oder - bei Berufung - sobald der Vorstand den Beschluss des Appellationshofes oder des Staatsrates zur Kenntnis genommen hat, übermitteln die Vorsitzenden der Gemeindevorstände diese Listen und die diesen Listen zugeteilten Nummern der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Für die Provinzialwahl übermittelt der Vorsitzende des Distriktvorstandes diese Daten der Wallonischen Regierung.

Die in Absatz 1 erwähnten Informationen können digital übermittelt werden, gemäß den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegten Bedingungen.

§ 2 - Die Unterlagen mit allen laufenden Nummern und Kürzeln der vorgeschlagenen Listen und mit den Kandidatenlisten, so wie das Programm sie auf dem Bildschirm erscheinen lassen wird, werden dem Vorsitzenden des Gemeinde- oder des Distriktvorstandes, entsprechend der jeweiligen Wahl, zur Billigung vorgelegt. Dieser überprüft die Übereinstimmung dieser Unterlagen mit dem Protokoll über den endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten. Jeder Vorsitzende bestätigt diese Unterlagen, nachdem er die eventuell erforderlichen Korrekturen hat anbringen lassen, und sendet der entsprechenden Regierung die bestätigten Unterlagen zurück.

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft lässt sowohl die Anwendungen, die für die Totalisierung der Stimmen durch die Gemeindevorstände, die Kantonsvorstände oder den Distriktvorstand, entsprechend der jeweiligen Wahl, bestimmt sind, als auch die Datenträger für die Wahlbürovorstände erstellen.

§ 3 - Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihr Beauftragter steckt jeden Datenträger in einen versiegelten Umschlag und händigt sie, je nach Fall, den Vorsitzenden der Gemeindevorstände, der Wahlbürovorstände, der Kantonsvorstände oder des Distriktvorstandes mindestens drei Tage vor der Wahl gegen Empfangsbescheinigung aus. Jeder Umschlag trägt als Aufschrift die Bezeichnung des betreffenden Vorstandes. Ein getrennter versiegelter Umschlag pro Vorstand, der den Vorsitzenden der Gemeindevorstände, der Kantonsvorstände oder des Distriktvorstandes gegen Empfangsbescheinigung übergeben wird, enthält die Sicherheitsangaben, die für die Benutzung der Datenträger erforderlich sind.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes händigt jedem Vorsitzenden der Wahlbürovorstände seines Bereiches am Tag vor der Wahl gegen Empfangsbescheinigung die ihn betreffenden Umschläge aus.

Abschnitt 5 — Verrichtungen zur Totalisierung der Stimmen

Art. 29 - Unmittelbar nach Entgegennahme der Datenträger der Wahlbürovorstände nimmt - je nach Fall - der Vorsitzende des Gemeinde- oder des Kantonsvorstandes die Speicherung des originalen Datenträgers in der für die Totalisierung der Stimmen bestimmten Anwendung vor.

Wenn die Speicherung anhand des Datenträgers sich als unmöglich erweist, fordert der Vorsitzende des Wahlvorstandes - je nach Fall - vom betreffenden Gemeinde- oder Kantonsvorstand die Bereitstellung seines originalen Datenträgers an und wiederholt den Speichervorgang anhand dieses Datenträgers.

Wenn auch dieser Vorgang sich als unmöglich erweist, fordert der Vorsitzende des Wahlvorstandes von der betreffenden Gemeinde die Bereitstellung einer elektronischen Urne und eines für den Vorsitzenden bestimmten Computers wie in Artikel 10 erwähnt an. Er nimmt anhand des Lesegeräts der Urne eine komplette Einspeicherung der Barcodes vor, die sich auf den Stimmzetteln in dem in Artikel 21 § 1 Absatz 2 erwähnten Umschlag befinden.

Nach Beendigung der Einspeicherung des Wahlbüros steckt der Vorsitzende die Stimmzettel wieder in den in Artikel 21 § 1 Absatz 2 erwähnten Umschlag und versiegelt ihn erneut. Anschließend speichert er den so angefertigten neuen Datenträger ein.

Art. 30 - Der Vorsitzende des Gemeinde- oder des Kantonsvorstandes kann die von den Listen erzielten Teilergebnisse in elektronischer Form nach Einspeicherung von mindestens zehn Wahlbüros und anschließend von jeweils zehn weiteren Wahlbüros verkünden, bis alle Wahlbüros eingespeichert worden sind.

Art. 31 - Wenn die Ergebnisse aller Wahlbüros eingespeichert und totalisiert worden sind, drucken der Vorsitzende des Kantons- und des Gemeindevorstandes das Protokoll und die Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmenauszählung aus.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft können in gegenseitigem Einverständnis entscheiden, dass der in Absatz 1 erwähnte Vorgang digital erfolgt.

Art. 32 - § 1 - Das Protokoll und die Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmenauszählung, die vom Vorsitzenden, von den anderen Mitgliedern und von den Zeugen des Wahlvorstandes unterzeichnet werden, kommen in einen zu versiegelnden Umschlag, dessen Aufschrift den Inhalt angibt.

Dieser Umschlag und die Umschläge mit den Protokollen der Wahlbüros werden in ein zu versiegelndes Paket zusammengeschlossen, das der Vorsitzende des Wahlvorstandes binnen vierundzwanzig Stunden - je nach Fall - folgenden Personen zukommen lässt:

1. der Wallonischen Regionalverwaltung für die Wahl des Provinzialrates;
2. der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Wahl der Mitglieder des Gemeinderates.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft können in gegenseitigem Einverständnis entscheiden, dass die in Absätze 1 und 2 erwähnten Vorgänge digital erfolgen.

§ 2 - Die Datenträger der Wahlbüros werden vom Distriktvorstand und vom Gemeindevorstand dem von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragten Beamten gegen Empfangsbescheinigung übergeben, sobald die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist. Dieser Beamte löscht die Datenträger, hält schriftlich fest, dass dies geschehen ist und informiert den von der Wallonischen Regierung beauftragten Beamten darüber.

§ 3 - Sobald die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist, werden die in den Urnen vorgefundenen Stimmzettel, die bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz aufbewahrt werden, vernichtet.

§ 4 - Sobald die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist, werden die zurückgenommenen Stimmzettel, die bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz aufbewahrt werden, vernichtet.

Abschnitt 6 — Schlussbestimmungen

Art. 33 - Die Nachahmung von Datenträgern, Stimmzetteln und Chipkarten wird als Fälschung öffentlicher Urkunden bestraft.

Art. 34 - Der Artikel L4168-12 des Kodex findet Anwendung auf die betrügerische Änderung der Wahl- und Totalisierungssysteme und von Datenträgern, Chipkarten und Stimmzetteln.

Art. 35 - Die Artikel L4161-1 bis 4 des Kodex sind auf die in den Artikeln 33 und 34 erwähnten Verstöße anwendbar.

Art. 36 - Die Artikel L4112-8 Absätze 3 und 4, L4112-9 Absatz 2, L4112-18, L4112-19 § 1, L4125-1 § 3 Absatz 4, L4125-12 bis 15, L4142-38, L4142-39, L4142-41, L4143-1, L4143-7, L4143-12, L4143-13, L4143-21, L4143-22, L4143-24, L4143-27, L4143-28, L4144-1 bis 13, L4145-1, L4145-2, L4145-3 § 1 Absatz 1 und L4168-13 des Kodex finden auf die im vorliegenden Abkommen erwähnten Wahlkreise keine Anwendung.

Art. 37 - Die Artikel L4112-23 Nummer 4, L4125-1 § 3 Absatz 1, L4125-5 § 1, 2, 3, 5 und 7, L4126-1, L4134-1 § 3 und 4, L4143-14 und L4163-2 des Kodex finden auf die im vorliegenden Abkommen erwähnten Wahlkreise Anwendung, insofern sie die Zählbüros und die freiwilligen Beisitzer nicht betreffen.

Art. 38 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens sind in den Artikeln L4112-5 Absatz 1, L4142-4 § 5 Absatz 3, L4142-26 § 1, L4142-36 § 1 Absatz 2 und L4142-37 § 1 und 3 des Kodex alle Verweise zu den Stimmzetteln als Verweise zum Bildschirm des Wahlcomputers zu verstehen.

Art. 39 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens ist in Artikel L4112-9 Absatz 1 des Kodex die Wortfolge "die Urnen, die Bleistifte" durch die Wortfolge "die elektronischen Wahlsysteme mit Papierbescheinigung" zu ersetzen.

Art. 40 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens ist in Artikel L4112-21 § 1 des Kodex die Wortfolge "in den Zählvorständen" durch die Wortfolge "zum Zeitpunkt der Totalisierung" zu ersetzen.

In Artikel L4112-21 § 2 des Kodex ist die Wortfolge "durch die gesamten Zählvorstände eines Wahlkreises" durch die Wortfolge "eines gesamten Wahlkreises" zu ersetzen.

Art. 41 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens ist in Artikel L4112-26 Nummer 4 des Kodex das Wort "Stimmzetteln" durch das Wort "Stimmabgaben" zu ersetzen.

Art. 42 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens ist in Artikel L4125-1 § 3 Absatz 2 des Kodex die Wortfolge "stellen die Stimmzettel auf und lassen diese drucken" durch die Wortfolge "legen die Darstellung der Kandidatenlisten auf den Bildschirmen der Wahlcomputer fest und lassen die Datenträger entsprechend erstellen" zu ersetzen.

Art. 43 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens ist in Artikel L4143-8 § 1 Absatz 1 des Kodex die Wortfolge "für die zum Ausfüllen und Einwerfen ihres Stimmzettels erforderliche Zeit" durch die Wortfolge "die zur Stimmenabgabe erforderliche Zeit" zu ersetzen.

Art. 44 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens sind in Artikel L4145-3 § 1 Absatz 2 des Kodex das Wort "Stimmzettel" durch das Wort "Stimmabgaben" und die Wortfolge "Artikel L4144-8 § 2" durch die Wortfolge "Artikel 32 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet" zu ersetzen.

Art. 45 - In gegenseitigem Einverständnis passen die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Wahlen auf der Ebene der Wahlkantone und der Wahlkollegien der Gemeinden die Anweisungen für den Wähler an.

KAPITEL IV — Weiterverfolgung und Bewertung

Art. 46 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft richten einen Begleitausschuss und Knowhow-Austauschdienste zur Unterstützung der ordnungsgemäßen Verwaltung dieser gleichzeitigen Wahlen im Interesse aller an diesen Prozessen Beteiligten, wie Wähler, Gemeinden und Wahlbüros, ein.

Dieser Begleitausschuss wird ebenfalls mit der Ausarbeitung der Durchführungsmaßnahmen, deren Inhalt die Regierungen präzisieren, beauftragt.

Art. 47 - Die Ausführung dieses Zusammenwirkensabkommens wird Gegenstand einer gemeinsamen Evaluierung durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, welche Bestandteil des Berichts gemäß Artikel L4146-24 des Kodex ist.

Ausgefertigt in Namur, am 9. November 2023, in sechs Originalexemplaren in Französisch und Deutsch.

Für die Wallonische Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,

Minister für Lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommer

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlement Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlement Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlement francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news
secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calre.net

BELGISCHES STAATSBLETT

www.ejustice.just.fgov.be